

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 13 avril 2026 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°879 ■

DÉCRET PRÉSIDENTIEL

**Le président
Tebboune réorganise
la gestion des
piscines publiques de
la capitale**

P 2

AIR ALGÉRIE 2036

Les coulisses d'une mutation stratégique

Pour s'adapter aux nouveaux enjeux de l'aviation mondiale et à la volatilité du marché, Air Algérie opère une refonte profonde de son modèle économique. À l'horizon 2036, l'objectif est de s'imposer comme un pivot stratégique régional, porté par une politique volontariste de modernisation et d'intégration industrielle. P 3



INSTITUTIONS FINANCIÈRES
INTERNATIONALES

**Un consensus
favorable sur
l'économie algérienne**

Les principales institutions financières internationales manifestent une reconnaissance explicite envers l'économie algérienne. Dans leurs récents rapports, le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque mondiale (BM) et la Banque africaine de développement (BAD) présentent un bilan favorable des indicateurs macroéconomiques nationaux, tout en soulignant la nécessité de maintenir l'élan des réformes structurelles.

P 5

MODERNISATION DE LA
FLOTTE D'HYPROC

**Cap vers des
méthaniers de nouvelle
génération**

Face à la restructuration du paysage énergétique mondial, caractérisée par une consommation accrue de GNL et des impératifs de sécurité d'approvisionnement renforcés, l'Algérie intensifie la mise à niveau de ses capacités de transport maritime. À travers Hyproc, le pays opère une mutation stratégique de son outil naval. Cette démarche vise prioritairement l'acquisition de méthaniers de pointe, garantissant une conformité totale avec les normes internationales de performance et de sécurité.

P 3

RÉUNISSANT PLUS DE 700
EXPOSANTS

**Coup d'envoi de la
23ème édition du salon
Djazagro 2026**

Le coup d'envoi de la 23ème édition du Salon international de l'industrie agroalimentaire, Djazagro 2026, a été donné hier au Palais des Expositions (Safex). Durant quatre jours, cet événement s'impose comme un carrefour incontournable pour les professionnels du secteur, réunissant 700 exposants et marques issus de 28 pays.

P 3

Publicité

SIPSA®
FILÀHA
AGROFOOD

24^{ème}
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE

**SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE**

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika®
Food Export

DJAZAUA®

AIR ALGÉRIE
Lancement de
tarifs
promotionnels
allant jusqu'à 30 %
au profit de la
communauté
nationale à
l'étranger

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé, dimanche dans un communiqué, le lancement d'une offre promotionnelle allant jusqu'à 30 %, destinée aux clients issus de la communauté nationale résidant à l'étranger. Selon le communiqué, cette offre promotionnelle, valable du 12 avril à 9h00 au 18 avril à minuit, est accessible via le code promo "DJALIA" et concerne les voyages programmés entre le 1er juin et le 30 septembre prochains. Soulignant qu'elle s'applique uniquement aux billets en classe économique, Air Algérie précise que cette offre est disponible exclusivement sur son site électronique ainsi que sur son application mobile.

DÉCRET PRÉSIDENTIEL

Le président Tebboune réorganise la gestion des piscines publiques de la capitale

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé un décret présidentiel portant transfert de la gestion de plusieurs piscines publiques de la capitale, jusque-là sous tutelle du ministère de la Jeunesse et des Sports, vers la Wilaya d'Alger.

Selon le décret présidentiel n° 26-149, daté du 9 avril 2026 (correspondant au 21 Chaoual 1447 de l'Hégire), cette décision concerne un ensemble d'infrastructures sportives majeures à Alger. En vertu de ce texte, la wilaya d'Alger assurera désormais la gestion de ces équipements soit directement, soit par l'intermédiaire de ses éta-

blissements publics. Cette mesure s'inscrit dans une logique de décentralisation visant à améliorer l'efficacité de la gestion des infrastructures sportives de proximité. Les autorités locales seront ainsi tenues de veiller au respect des normes réglementaires en vigueur, tout en garantissant la continuité du service public et l'amélioration des conditions

d'accueil, tant pour les sportifs que pour le grand public. Cette réorganisation devrait également permettre une meilleure réactivité dans l'entretien et l'exploitation de ces structures, contribuant ainsi à dynamiser la pratique sportive au niveau local.

R.H.

LÉGISLATIVES 2026

Début de la révision des listes électorales

La révision exceptionnelle des listes électorales a débuté ce dimanche à travers l'ensemble des communes du pays, en prévision des élections législatives prévues le 2 juillet prochain. Dans un communiqué, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a annoncé que cette opération se déroulera du 12 au 26 avril 2026. L'Autorité précise que cette révision s'inscrit dans le cadre du décret présidentiel n°26-145 du 4 avril 2026,

portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale, fixée au jeudi 2 juillet 2026. Elle s'appuie également sur les dispositions de la loi organique relative au régime électoral, notamment ses articles 62 et 65. À ce titre, les citoyennes et citoyens non-inscrits sur les listes électorales, ainsi que ceux ayant atteint l'âge de 18 ans à la date du scrutin et remplissant les conditions légales, sont invités à de-

mander leur inscription au niveau de la commune de leur lieu de résidence. Par ailleurs, les électeurs déjà inscrits et ayant changé de résidence sont appelés à actualiser leur situation en s'inscrivant dans la liste électorale de leur nouvelle commune. Les démarches s'effectuent auprès des commissions communales de révision des listes électorales, sur présentation d'une pièce d'identité et d'un justificatif de résidence, entre 09h00 et 16h00.

L'ANIE indique également que les citoyens peuvent vérifier leur inscription ou introduire des demandes d'inscription ou de radiation en ligne via son site officiel. Enfin, les Algériens établis à l'étranger, inscrits auprès des représentations diplomatiques et consulaires, sont invités à accomplir les mêmes démarches auprès des commissions de révision des listes électorales au niveau des ambassades et consulats.

R.E

COMMERCE

Abdellatif préside une réunion avec les représentants des cafetiers et des torréfacteurs

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a présidé une réunion de travail avec les représentants des propriétaires de cafétérias et des torréfacteurs, affiliés à l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), pour écouter leurs préoccupations et examiner les moyens de leur prise en charge, a indiqué un com-

muniqué du ministère. Cette, tenue samedi au siège du ministère en présence du Secrétaire général de l'UGCAA, Issam Bedrissi, et de cadres du secteur, s'inscrit "dans le cadre de l'approfondissement du dialogue avec les professionnels du domaine et de la prise en charge effective de leurs préoccupations, notamment celles à caractère prioritaire et urgent, à travers l'adoption d'une approche

pratique basée sur des solutions réalistes et durables garantissant la stabilité de l'activité et l'amélioration de sa rentabilité". A cette occasion, les intervenants ont insisté sur "le lancement d'ateliers sectoriels spécialisés chargés d'étudier les problématiques rencontrées sur le terrain" et l'implication des acteurs dans la formulation de propositions concrètes et réalisables", afin de renforcer l'efficacité

de l'organisation et d'améliorer la performance de l'activité commerciale et des services", selon le communiqué. L'accent a également été mis sur la nécessité d'améliorer les conditions professionnelles afin de permettre aux opérateurs d'exercer leur activité dans un environnement adapté et stable, ce qui se répercutera positivement sur la qualité des services", ajoute la

même source. Cette démarche s'inscrit « dans une vision globale visant à réguler le marché national et à renforcer le pouvoir d'achat du citoyen, en créant un équilibre entre les exigences des professionnels et la protection du consommateur, au service de l'intérêt national et de la stabilité sociale », conclut le communiqué du ministère.

APS

EXPORTATIONS

AQS multiplie les opérations vers l'international

Dans le cadre du lancement d'une vaste opération nationale d'exportation couvrant 35 opérations vers 19 pays, la Société algéro-qatarie de sidérurgie (AQS) a réalisé, hier samedi, trois opérations d'exportation simultanées vers différents marchés internationaux.

28 000 tonnes de brames d'acier vers la République dominicaine

En effet et selon un communiqué de l'entreprise, la première opération a concerné l'exportation de 28 000 tonnes de brames d'acier, expédiées depuis le port de Djen Djen (wilaya de Jijel) à destination de la République dominicaine. Il s'agit de la 45e desti-

nation atteinte par les exportations de l'entreprise, illustrant l'élargissement progressif de son réseau commercial à l'échelle mondiale.

7 500 tonnes vers la Belgique et 21 000 tonnes vers l'Italie

La deuxième opération porte sur l'expédition de 7 500 tonnes de bobines de fil machine via le port de Skikda, à destination de la Belgique, consolidant ainsi la présence de l'entreprise sur le marché européen. Par ailleurs, une troisième cargaison de 21 000 tonnes de brames d'acier a été exportée depuis le port d'Annaba vers l'Italie, confirmant la dynamique

soutenue des échanges avec les partenaires méditerranéens.

185 000 tonnes exportées depuis le début de l'année

Avec ces trois opérations, le volume total des exportations de la Société algéro-qatarie de sidérurgie a atteint 185 000 tonnes depuis le début de l'année 2026. Ces performances reflètent la montée en puissance de l'entreprise et sa capacité à répondre à une demande internationale croissante, tout en renforçant la place du produit sidérurgique algérien sur les marchés mondiaux.

Agence

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AIR ALGÉRIE 2036

Les coulisses d'une mutation stratégique

Pour s'adapter aux nouveaux enjeux de l'aviation mondiale et à la volatilité du marché, Air Algérie opère une refonte profonde de son modèle économique. À l'horizon 2036, l'objectif est de s'imposer comme un pivot stratégique régional, porté par une politique volontariste de modernisation et d'intégration industrielle.

Par Selma R.

À travers cette transformation, Air Algérie ne se limite pas à moderniser ses outils ; elle redéfinit en profondeur son positionnement. Entre impératifs économiques, enjeux de souveraineté et ambitions continentales, la compagnie nationale dessine progressivement les contours d'un nouveau modèle, dans lequel le transport aérien s'affirme comme un levier de puissance et de développement pour l'Algérie. Cette mutation s'appuie sur une vision portée par son PDG, Hamza Benhamouda, qui insiste sur le rôle structurant de l'entreprise dans la politique nationale. « Air Algérie est avant tout un outil au service de l'État pour mettre en œuvre une stratégie nationale de transport aérien », a-t-il rappelé lors de son intervention dans l'émission « Débat politique » de la « Chaîne III » de la radio nationale, soulignant que la compagnie dépasse la seule logique commerciale pour s'inscrire dans une mission de souveraineté et de continuité territoriale. Cette transformation repose sur plusieurs piliers complémentaires. Le premier concerne la modernisation de la gouvernance et des outils de gestion, afin d'aligner l'entreprise sur les standards internationaux. Le deuxième axe porte sur l'expansion du réseau, avec une attention particulière accordée au continent africain, considéré comme un prolongement naturel de l'espace économique algérien. Dans ce cadre, la compagnie prévoit de doubler le nombre de ses destinations africaines d'ici 2029, tout en consolidant sa présence en Europe et en explorant de nouveaux marchés en Asie. Toutefois, cette stratégie d'expansion reste indissociable d'un renforcement significatif des capacités opérationnelles. Air Algérie

mise ainsi sur un ambitieux programme de renouvellement de sa flotte. Actuellement composée de 59 appareils, celle-ci sera progressivement modernisée avec l'introduction de nouveaux Airbus A330-900, ATR 72-600 et Boeing 737 Max 8. À plus long terme, un programme d'acquisition d'environ 50 avions supplémentaires est envisagé entre 2032 et 2036, avec pour objectif de maintenir un âge moyen inférieur à 10 ans. « Nous avons une visibilité claire jusqu'à 2036 », a affirmé Hamza Benhamouda, précisant que cette trajectoire permettra à la compagnie de « se redéployer durablement sur l'échiquier international ». Cette montée en puissance s'accompagne également d'un effort soutenu en matière de qualité de service, de ponctualité et de maîtrise des coûts d'exploitation, notamment grâce à une meilleure efficacité énergétique des nouveaux appareils.

Air Algérie en quête de leadership continental

Parallèlement, le fret aérien s'impose comme un levier stratégique majeur. Les capacités actuelles, estimées à 19 000 tonnes par an, devraient dépasser les 65 000 tonnes à l'horizon 2028, grâce à l'extension des infrastructures cargo et à l'introduction de six avions dédiés d'ici 2029. « Le fret représente une opportunité majeure pour accompagner les exportations algériennes », a souligné le PDG, mettant en avant un segment qui, bien que limité en volume, génère une forte valeur ajoutée. Au-delà des investissements matériels, Air Algérie entend également renforcer son autonomie à travers la montée en compétences locales. La création récente d'une académie aéronautique s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Destinée à former pilotes, techniciens et personnels de gestion selon les standards

internationaux, cette structure ambitionne de positionner l'Algérie comme un pôle régional de formation. « Nous voulons disposer d'expertises locales capables de répondre aux exigences du secteur », a expliqué Hamza Benhamouda.

Vers une filière aéronautique algérienne ?

Cette orientation trouve un écho direct dans les préoccupations du tissu industriel national. Invité du débat, Adel Bensaci, président du Clusters mécanique de précision Algérie a insisté sur la nécessité de structurer une véritable filière aéronautique locale. « La souveraineté passe aussi par la capacité à produire localement », a-t-il affirmé, appelant à une meilleure intégration des entreprises algériennes dans la chaîne de valeur du secteur. Selon lui, près de 400 entreprises dans la mécanique pourraient, à terme, contribuer à cette dynamique, à condition d'être accompagnées vers les standards de certification requis. Cette dimension industrielle apparaît d'autant plus stratégique que le secteur aérien reste fortement dépendant de facteurs externes. La hausse brutale du prix du carburant, passé de 800 à 1 700 dollars la tonne en l'espace d'un mois, illustre la vulnérabilité des compagnies face aux chocs géopolitiques. Dans ce contexte, Air Algérie s'efforce d'optimiser ses coûts tout en maintenant des tarifs compétitifs, dans un secteur où les marges dépassent rarement 3 à 6 %. Malgré ces contraintes, la compagnie poursuit son développement, notamment sur le réseau domestique, où le nombre de vols est passé de 33 000 en 2023 à 40 000 en 2025. Une progression qui traduit son rôle central dans le désenclavement des régions du Sud et dans l'accompagnement des dynamiques économiques locales.

RÉUNISSANT PLUS DE 700 EXPOSANTS
Coup d'envoi de la 23^e édition du salon Djazagro 2026

Par S. R.

Le coup d'envoi de la 23^{ème} édition du Salon international de l'industrie agroalimentaire, Djazagro 2026, a été donné hier au Palais des Expositions (Safex). Durant quatre jours, cet événement s'impose comme un carrefour incontournable pour les professionnels du secteur, réunissant 700 exposants et marques issus de 28 pays. Avec une affluence attendue de plus de 26 000 décideurs et opérateurs, cette édition couvre l'ensemble de la chaîne de valeur, allant des matières premières aux produits finis, en passant par les équipements de pointe, les procédés de transformation et les services logistiques. L'édition 2026 intervient dans un contexte charnière pour l'économie nationale, où le secteur agroalimentaire algérien s'appuie désormais sur des fondamentaux solides, notamment des ressources abondantes, des compétences techniques et des capacités d'investissement accrues, afin de soutenir une dynamique industrielle en pleine accélération. Plus qu'une simple vitrine commerciale, Djazagro s'affirme comme un véritable baromètre de la modernisation de l'outil de production local. L'innovation et la compétitivité occupent une place centrale dans cette édition, en cohérence avec les standards internationaux. Plusieurs espaces thématiques sont mobilisés pour accompagner la transformation du secteur. Cette dynamique se traduit notamment par le concours Djaz'innov, dédié à la valorisation des solutions et produits les plus innovants, tandis que l'Agora des Experts constitue un espace de réflexion autour d'enjeux majeurs tels que l'économie circulaire, la sécurité alimentaire et l'adaptation aux nouvelles exigences environnementales. Par ailleurs, une attention particulière est accordée au pôle Djaz'pack, consacré à l'emballage, afin de répondre aux besoins croissants en solutions de conditionnement durables, essentielles pour renforcer la compétitivité des produits sur les marchés extérieurs. Couvrant des segments variés tels que la boulangerie-pâtisserie, les boissons ou encore la transformation de la viande et des fruits et légumes, Djazagro confirme sa position de référence en Afrique du Nord. En facilitant les rencontres B2B, le salon offre aux entreprises algériennes l'opportunité de nouer des partenariats stratégiques, dans le but de renforcer le contenu local et de réduire la dépendance aux importations

MODERNISATION DE LA FLOTTE D'HYPROC

Cap vers des méthaniers de nouvelle génération

Par S. R.

Face à la restructuration du paysage énergétique mondial, caractérisée par une consommation accrue de GNL et des impératifs de sécurité d'approvisionnement renforcés, l'Algérie intensifie la mise à niveau de ses capacités de transport maritime. À travers Hyproc, le pays opère une mutation stratégique de son outil naval. Cette démarche vise prioritairement l'acquisition de méthaniers de pointe, garantissant une conformité totale avec les normes internationales de performance et de sécurité. La flotte de l'entreprise se compose actuellement de 11 à 15 navires, principalement affectés au transport de gaz naturel liquéfié (GNL) et de gaz de pétrole liquéfié (GPL), d'après les indicateurs fournis par la plateforme spé-

cialisée « Attaqa.net ». Bien que ce volume paraisse modeste face aux géants régionaux, il représente un levier hautement stratégique, indispensable à la continuité de la chaîne d'exportation énergétique du pays. Cette base opérationnelle soutient la nouvelle dynamique d'Hyproc, qui privilégie désormais une montée en gamme technologique. L'acquisition de méthaniers de grande capacité, dépassant les 170 000 mètres cubes, illustre cette volonté de maximiser l'efficacité logistique tout en réduisant les coûts d'exploitation. En plus de leur performance économique, ces unités de dernière génération assurent une meilleure efficacité énergétique et une mise en conformité avec les normes environnementales internationales, un impératif désormais incontournable pour le transport maritime mondial. Cette modernisa-

tion s'inscrit dans un contexte d'intensification de la demande européenne en gaz, marché sur lequel l'Algérie s'impose comme un fournisseur de premier plan. En développant ses capacités de transport, le pays accroît sa fiabilité en tant que partenaire énergétique et optimise sa flexibilité commerciale, facilitant ainsi le redéploiement rapide des cargaisons selon les opportunités du marché. En plus de l'aspect technique, cette mutation reflète une ambition stratégique : celle de consacrer la souveraineté logistique nationale. L'Algérie, en se dotant d'une flotte plus performante et en phase avec les exigences actuelles, vise à maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur de ses exportations gazières, limitant par conséquent sa dépendance vis-à-vis des affréteurs internationaux. Dans un environnement régional où

plusieurs pays investissent massivement dans leurs flottes de transport énergétique, la stratégie algérienne se distingue par son ciblage sur le GNL, segment en forte croissance. Cette spécialisation, combinée à la modernisation progressive des navires, positionne Hyproc comme un acteur appelé à jouer un rôle accru dans les flux énergétiques méditerranéens et internationaux. À moyen terme, la montée en puissance de ces méthaniers de nouvelle génération devrait permettre à l'Algérie de renforcer sa compétitivité, tout en s'inscrivant dans les nouvelles normes de durabilité qui redéfinissent le secteur du transport maritime. Une évolution qui confirme que, au-delà des ressources, la maîtrise des moyens logistiques devient désormais un levier déterminant de puissance énergétique.

RACCORDEMENT DES ZONES INDUSTRIELLES À INTERNET

Une nécessité et un levier de soutien à l’économie nationale

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid-Ali Zerrouki a souligné à Sidi Bel-Abbès que le raccordement des zones industrielles à Internet "est devenu une nécessité et un levier de développement pour soutenir l'économie nationale". Lors de l'inspection d'un projet d'infrastructures visant à raccorder la zone industrielle de la commune de Ras El Ma à un réseau de fibre optique, le ministre a souligné que "le raccordement des zones industrielles à Internet est désormais indispensable et constitue un facteur clé de développement pour soutenir l'économie nationale", rappelant dans ce cadre les "instructions strictes" données du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour accompagner les investisseurs. Zerrouki a ajouté que "tout projet d'investissement au niveau des zones industrielles doit être raccordé à l'ensemble des réseaux, notamment l'électricité, l'eau, l'assainissement, voire Internet, afin de fournir aux investisseurs tous les moyens nécessaires à la concrétisation de leurs projets économiques". Le ministre a également ajouté que, parallèlement au programme en cours destiné aux citoyens pour remplacer les câbles en cuivre par la fibre optique, "50 zones industrielles en cours de réalisation à travers le pays sont accompagnées et raccordées à la fibre optique", ajoutant que cela constitue "une priorité absolue" pour son département afin de soutenir la dynamique économique.

APS

AGRICULTURE

Oualid préside une rencontre nationale sur le foncier agricole

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a présidé, samedi à Alger, une rencontre nationale sur le foncier agricole, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, proches à la régularisation du foncier agricole, et dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route du secteur pour la période 2026-2027, indique un communiqué du ministère. Tenue au siège du ministère, en présence des cadres et des directeurs de l'Office national des terres agricoles (ONTA) au niveau des wilayas, la rencontre a permis d'évaluer l'état d'avancement du processus de régularisation du foncier agricole et de discuter des insuffisances et des contraintes entravant la concrétisation des objectifs tracés en la matière. La rencontre a été marquée par la présentation

d'un exposé global sur le dossier de la régularisation du foncier agricole, dans le cadre de la circulaire interministérielle N 02 de juin 2025, de la loi relative à la concession agricole, notamment en ce qui concerne la conversion du droit de jouissance en droit de concession, et des autres textes et réglementations en vigueur. Il a également été question des perspectives d'accès à cette ressource non renouvelable et son exploitation de manière "durable et pragmatique". Après avoir souligné l'importance majeure accordée par l'Etat à la régularisation du foncier agricole, en tant que "pilier fondamental de la sécurité alimentaire", le ministre a insisté sur la nécessité de lever les entraves administratives et de simplifier les procédures d'accès au foncier afin de libérer l'investissement dans le secteur.

R.N.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Not %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-13,34	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,06	-0,69	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 503,00	NC	0,00	0,03	1,49	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 148,00	2195,00	+2,19	-1,18	-3,24	10,47	5,69	1000	2 195 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,95	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,44	3,97	5,00	0	0,00

LA PRODUCTION NATIONALE DE FROMAGE ET PRODUITS LAITIERS

“Un potentiel concurrentiel”

La production nationale de fromage et produits laitiers recèle "un potentiel concurrentiel" face aux produits d'importation, a indiqué samedi à Tizi-Ouzou le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig.

M. Rezig qui a procédé à l'inauguration du Salon national des fromages et des produits laitiers, a déclaré que "la filière des produits laitiers et fromage recèle un potentiel important de concurrence, en qualité du produit et en conception, pour concurrencer

les produits d'importation et même pour s'imposer sur les marchés extérieurs".

Placé sous le thème "De la qualité locale vers les perspectives d'exportation", le Salon, organisé par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec la wilaya de Tizi-Ouzou, à la salle omnisports Saïd-Tazrout, au chef-lieu de wilaya, s'étalera jusqu'au 15 avril.

Cet événement économique constitue une opportunité pour les producteurs, transformateurs et acteurs de la filière lait et déri-

vés, de mettre en valeur les capacités de leurs entreprises, la qualité de leurs produits et leur potentiel à l'exportation, soulignant les organisateurs.

L'inauguration de ce Salon à lequel ont assisté des représentants de huit (8) ambassades, coïncide avec le lancement d'une grande opération d'exportation de divers produits "Made inAlgérie", vers 19 pays, organisée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

APS

SANTÉ

Achèvement de la mise en place d’une plateforme numérique de suivi à distance des dossiers médicaux des patients

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a indiqué, samedi à Guelma, qu'une plateforme numérique destinée au suivi à distance des dossiers médicaux des patients a été "récemment mise en place" à l'effet d'améliorer la qualité de la prise en charge des malades et de garantir un échange rapide d'informations entre les différentes structures de santé à travers le pays.

Le ministre a précisé, lors de la mise en service du scanner et du service de radiologie de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Chahid Brahimi- Messaoud de Bouchegouf, dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya, qu'une équipe de spécialistes en informatique a récemment achevé la préparation de cette plateforme numérique désormais prête à l'emploi.

Il a indiqué que cette plateforme numérique permettra aux équipes médicales de pratiquer la télémédecine et la télé-radiologie, et de suivre, ainsi, le dossier médical, d'effec-

tuer des examens médicaux et de poser des diagnostics, tout en assurant un échange rapide d'informations entre structures de santé à travers le pays, contribuant ainsi à améliorer l'efficacité des performances et la qualité des soins dus aux citoyens, et à les dispensateurs des déplacements vers des hôpitaux.

M. Ait Messaoudene a réaffirmé que « la numérisation et la généralisation de l'utilisation des systèmes numériques dans la gestion des établissements hospitaliers » constituent le pilier fondamental de la modernisation des services de santé, de l'amélioration de leur qualité et de la facilitation du suivi des patients.

Le ministre a également supervisé, dans la commune de Bouchegouf, l'inauguration d'un centre d'hémodialyse de 12 lits, équipé de moyens modernes, ainsi que d'une unité de traitement des maladies cancéreuses pou-

vant accueillir 200 patients.

Il a considéré que ces deux nouvelles structures "amélioreront la prise en charge des cas médicaux complexes au profit des citoyens de plusieurs communes de la région Est de la wilaya".

Président une séance de travail au siège de la wilaya, au terme de sa visite, le ministre de la Santé a affirmé, dans une allocution prononcée devant les responsables locaux et les cadres du secteur, que l'amélioration du service de santé « n'est pas une option temporaire mais un engagement permanent et une responsabilité collective qui a exigé la synergie des efforts de tous, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant à instaurer une justice sanitaire réelle, garantissant à chaque citoyen, où qu'il soit, un service de santé de qualité".

Rédaction nationale

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 09 أفريل 2026

Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Avril 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	65	74	56	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	182	199	164	الطماطم	
	Oignon sec	102	113	91	البصل الجاف	
	Ail sec	933	1049	817	الثوم الجاف	
	Carotte	110	124	96	الجزر	
	Navet	110	124	96	اللفت	
	Choux fleur	168	183	152	قرنبيط	
	Choux	103	115	90	الكرنب	
	Courgette	122	136	108	الكوسة	
	Haricot vert	330	360	300	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	129	143	114	الخس		
Fruits frais	Orange	256	305	206	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	193	218	169	الليمون	
	Pomme locale	433	522	345	التفاح المحلي	
	Datte	497	625	369	التمر	
	Banane	450	466	434	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1966	2118	1813	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	388	401	374	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

Un consensus favorable sur l'économie algérienne

Les principales institutions financières internationales manifestent une reconnaissance explicite envers l'économie algérienne. Dans leurs récents rapports, le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque mondiale (BM) et la Banque africaine de développement (BAD) présentent un bilan favorable des indicateurs macroéconomiques nationaux, tout en soulignant la nécessité de maintenir l'élan des réformes structurelles.

Par S. R.

Dans son dernier rapport sur les perspectives macroéconomiques en Afrique, la Banque africaine de développement met en avant la solidité des fondamentaux de l'économie nationale. Après une croissance de 3,6 % en 2024, le PIB algérien a progressé de 3,3 % en 2025, avec des projections orientées à la hausse, atteignant 3,9 % en 2026 et 4 % en 2027. Cette dynamique repose principalement sur les investissements dans le secteur des hydrocarbures, soutenus par des partenariats internationaux, mais également sur le maintien d'un niveau élevé de dépenses publiques et la reprise de la consommation des ménages. L'institution panafricaine souligne également la maîtrise de l'inflation, dont le taux moyen devrait s'établir autour de 2,8 % sur la période 2026-2027, plaçant l'Algérie parmi les économies les plus stables du continent en matière de prix. À cela s'ajoute un niveau confortable de réserves de change, couvrant près de 15,8 mois d'importations, un indicateur qui confère au pays une résilience appréciable face aux chocs extérieurs. De son côté, le Fonds monétaire international met en lumière le poids croissant de l'économie algérienne à l'échelle

régionale et internationale. Selon ses dernières estimations, le PIB du pays, calculé en parité de pouvoir d'achat, devrait atteindre 915 milliards de dollars en 2026, avec une trajectoire ascendante qui le porterait au-delà de 1 000 milliards de dollars à l'horizon 2029. Ces performances positionnent l'Algérie parmi les quatre plus grandes économies du monde arabe et du continent africain, aux côtés de poids lourds comme le Nigeria, l'Égypte et l'Afrique du Sud. Cette progression reflète non seulement l'ampleur du marché national, mais aussi une amélioration du pouvoir d'achat et des capacités de consommation, éléments pris en compte dans le calcul en PPA. En parallèle, le PIB nominal devrait dépasser les 285 milliards de dollars en 2026, confirmant la montée en puissance progressive de l'économie nationale. La Banque mondiale, pour sa part, adopte une lecture également optimiste de la conjoncture. Dans son dernier bulletin consacré à la région MENAAP, elle a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour l'Algérie en 2026, les portant à 3,7 %, contre 3,5 % précédemment. Cette révision positive place le pays parmi les rares économies de la région à bénéficier d'un ajustement favorable de leurs perspectives. L'institution de Bretton Woods souligne par ail-

leurs l'amélioration attendue du solde du compte courant, avec un déficit qui devrait se réduire sensiblement, passant de -5,9 % du PIB en 2025 à -2,4 % en 2026. Cette évolution s'explique notamment par la hausse des recettes d'exportation, en lien avec la performance du secteur énergétique. Malgré ces signaux encourageants, les institutions internationales pointent certaines fragilités persistantes. Le déficit budgétaire demeure élevé, estimé à 14,4 % du PIB en 2025, en raison d'un niveau soutenu de dépenses publiques et d'une dépendance encore marquée aux hydrocarbures. De même, le maintien d'un déficit du compte courant souligne l'urgence d'accélérer la diversification économique et de renforcer les exportations hors hydrocarbures. Dans un environnement régional et continental en reprise, où la croissance africaine devrait atteindre 4,3 % en 2026, l'Algérie confirme ainsi son positionnement parmi les économies les plus résilientes. Les évaluations convergentes du FMI, de la Banque mondiale et de la BAD traduisent une confiance renouvelée dans les capacités du pays à consolider sa trajectoire de croissance, à condition de poursuivre les réformes nécessaires pour asseoir des équilibres macroéconomiques durables.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LE CRIME ORGANISÉ

L'ANP dévoile le bilan opérationnel du mois de mars

Par S. R.

L'Armée nationale populaire a rendu public son bilan opérationnel du mois de mars 2026, mettant en évidence une intensification des actions menées dans la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et les différents trafics transfrontaliers. Ces résultats traduisent une mobilisation continue des forces de sécurité pour préserver la stabilité du pays et sécuriser ses frontières. Sur le plan de la lutte antiterroriste, les unités de l'ANP ont enregistré des résultats significatifs. Neuf terroristes ont été abattus au cours d'opérations menées sur le territoire national, tandis que deux autres se sont rendus aux autorités militaires. Parallèlement, 17 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, confirmant la poursuite des efforts visant à démanteler les réseaux logistiques et les relais locaux. Ces opérations ont également permis la récupération de 12 armes, contribuant à ré-

duire les capacités de nuisance des groupes armés, a indiqué la revue « El-Djeich » dans son numéro 753 d'avril 2026. Dans le domaine de la lutte contre le crime organisé, les forces de l'ANP ont procédé à l'arrestation de 1 572 individus impliqués dans des activités de contrebande et d'orpaillage illicite. Les opérations menées ont abouti à la saisie de 27 armes à feu ainsi que d'importantes quantités de carburants, estimées à 156 761 litres, destinées à des circuits illégaux. Les services ont également récupéré un volume conséquent de matériel utilisé dans l'exploitation clandestine de l'or, comprenant 386 marteaux-piqueurs et 688 groupes électrogènes, en plus de 140 véhicules et de trois détecteurs de métaux. La lutte contre le trafic de drogue a, elle aussi, enregistré des résultats notables. Les forces de sécurité ont interpellé 155 narcotrafiquants et saisi 30,67 quintaux de kif traité, ainsi que 112 kilogrammes de cocaïne. À cela

s'ajoute une importante quantité de comprimés psychotropes, dépassant les 6,28 millions d'unités, révélant l'ampleur des réseaux de distribution ciblés par les opérations. S'agissant de la lutte contre l'immigration clandestine, 1 748 migrants de différentes nationalités ont été interceptés à travers le territoire national, dans le cadre d'opérations de contrôle et de surveillance renforcées aux frontières. À travers ce bilan, l'ANP met en avant l'efficacité de son dispositif opérationnel et la coordination entre ses différentes unités. Ces résultats illustrent également l'ampleur des défis sécuritaires auxquels fait face l'Algérie, notamment dans un environnement régional marqué par la persistance des menaces terroristes et l'intensification des réseaux criminels transnationaux. La poursuite de ces efforts s'inscrit dans une stratégie globale visant à consolider la sécurité nationale, à lutter contre toutes les formes de criminalité organisée et à préserver la stabilité du pays.

CONSEIL DE LA NATION

Adoption à l'unanimité du texte de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2023

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, dimanche, à l'unanimité, le texte de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2023.

L'adoption à eu lieu lors d'une séance plénière présidée par le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, en présence du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, et de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali.

Selon ce texte qui montre le bilan d'exécution du budget de l'exercice 2023, le montant des recettes réalisées s'élève à 9017 milliards de dinars, soit une hausse de plus de 24% par rapport aux recettes réalisées en 2022, tandis que les dépenses ont atteint un total de 10592 milliards de DA.

Dans une allocution prononcée à l'issue du vote, le ministre des Finances a salué l'ensemble des interventions des membres du Conseil, soulignant l'importance majeure que revêt ce texte de loi en tant qu'outil essentiel pour vérifier la conformité des prévisions des lois de finances avec les résultats réels obtenus.

De son côté, le président de la Commission des affaires économiques et financières du Conseil, Nouredine Tadj, a souligné que ce vote marque "une étape législative d'une profonde symbolique confirmant l'ancrage de la culture de transparence et de redevabilité dans la gestion des finances publiques, et représentant la dynamique économique ascendante que connaît le pays".

Le débat de cette loi intervient dans un contexte marqué par la mise en œuvre d'une réforme globale menée sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour construire une économie diversifiée et forte en tant que base essentielle pour réaliser la souveraineté nationale et renforcer le bien-être social, a-t-il ajouté, précisant que cette vision s'est réellement concrétisée à travers le lancement de mégaprojets dans les domaines des mines, des transports et des énergies renouvelables.

Au terme de la séance, le président du Conseil de la nation a prononcé une allocution dans laquelle il a souligné l'importance de débattre du texte de loi portant règlement, pertinent qu'il ne s'agit pas d'une procédure pour clôturer l'exercice financier, mais "d'un mécanisme de contrôle essentiel permettant au pouvoir législatif d'évaluer le respect des dispositions de la loi de finances et sa mise en œuvre effective".

M. Nasri a, en outre, précisé que cette loi "est un miroir reflétant la performance financière de l'Etat, en vue de renforcer la logique de la bonne gouvernance et de consacrer le principe de corrélation entre la responsabilité et la reddition de comptes", mais aussi "d'ancrer la confiance en les institutions de l'Etat, en conférant la transparence à la gestion des ressources publiques".

BÉCHAR

**Plus de 120 jeunes
bénéficient d’une
qualification
professionnelle de guides
touristiques**

Plus de 128 jeunes (garçons et filles) issus de la wilaya de Bechar ont obtenu d'une qualification professionnelle en tant que guides touristiques, à l'issue d'une session de formation spécialisée organisée, récemment au Centre de formation professionnelle Khadir-Mohamed, situé dans la commune de Taghit, at-on informé auprès de la Direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels. Ces jeunes, qui exerçaient auparavant comme guides touristiques sans certification, ont suivi une formation spécialisée dispensée par le secteur, en application d'une convention conclue entre les secteurs du Tourisme et de l'Artisanat et celui de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Cette initiative vise à leur permettre d'exercer leur activité avec professionnalisme, dans un cadre réglementé, tout en leur offrant l'accès à des diplômes reconnus. Selon le chef du service de la formation à la direction locale, Abdellah Chafi, cette opération a également permis de valoriser l'expérience acquise sur le terrain par ces guides, grâce à une collaboration étroite entre les deux ministères concernés. Par ailleurs, cette qualification professionnelle a contribué à renforcer leurs compétences, à les aligner sur les normes requises dans le domaine du tourisme et à améliorer, à l'avenir, la qualité des prestations offertes. Elle devrait également participer à la promotion de l'image de la région de Béchar, et de l'Algérie en général, sur la scène internationale.

Rédaction

**De nouveaux projets de
développement pour la
commune de Taghit**

Plusieurs nouveaux projets de développement sont en cours de réalisation à travers la commune de Taghit, dans la wilaya de Béchar, dans l'objectif de consolider le cadre de vie de la population locale, a indiqué, jeudi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Mohamed Chekifi. Ces projets portent sur la réalisation d'un réseau d'alimentation en eau potable (AEP) pour 161 bénéficiaires de lotissements ruraux au niveau des localités de Barbi, Brika et Zaouia El Fougania, pour un coût de 11 millions de DA, dans le mais de leur permettre un accès régulier à cette ressource précieuse et d'améliorer leur cadre de vie, a précisé le même responsable. Cette collectivité à vocation touristique et agricole, située à 97 km au Sud-Est de Béchar, a également occupée d'une opération de reconversion de l'ancien parc logistique de la commune en un marché de diverses denrées alimentaires, dans le but d'une meilleure organisation des activités commerciales au sein de la même collectivité, selon les normes d'hygiène requises, at-il souligné. En marge de ces opérations, un projet de bassin de natation, destiné au renforcement des activités des jeunes en période estivale, est en cours de réalisation et d'équipement, avec une enveloppe financière de 31 millions de DA, a-t-il ajouté. Cette même collectivité réalisation verra aussi le lancement prochain des travaux d'une nouvelle décharge publique contrôlée, répondant aux normes nationales de protection de l'environnement, et ce, sur une superficie de plus de 50 hectares, selon M. Chekifi. Ce projet, qui relève des opérations sectorielles pilotées par la direction locale du secteur de l'environnement, vise essentiellement une meilleure gestion des déchets ménagers et assimilés, ainsi que la protection de l'environnement dans cette collectivité, a fait savoir le même responsable communal.

APS

BÉCHAR

**Une enveloppe de 390 millions de DA
pour la concrétisation de plusieurs
projets dans le secteur des sports**

Une enveloppe financière de 390 millions de DA est consacrée, au titre du programme de développement sectoriel (PSD) pour l'exercice 2026, à la concrétisation de plusieurs projets dans le secteur des sports dans la wilaya de Bechar, at-on informé, samedi, auprès du wali, Ahmed Benyoucef.

Il s'agit de la pose d'un nouveau gazon synthétique et de l'installation d'un nouveau réseau d'éclairage au stade Zitouni-Mohamed, situé au quartier de Béchar Djedid, au Sud de la commune de Béchar. Ce stade sera également doté d'un terrain annexe destiné aux entraînements des équipes de football, a indiqué le chef de l'exécutif de la wilaya en marge d'une cérémonie en l'honneur des équipes de la Jeunesse sportive de Taghit (JRS Taghit) et de la Jeunesse sportive de Kenadsa (JS Kenadsa), ayant accédé respectivement à la division de la Ligue 2 et à la Régionale 1. Il est également prévu, selon M. Benyoucef, une opération de réhabilitation com-

plète du stade d'athlétisme du 18 février à Bechar. Dans le cadre de la concrétisation de ces projets sportifs, le secteur de la jeunesse et des sports a également retenu, au titre du PSD de l'exercice 2025, d'un montant de 380 millions de DA, qui a permis le financement des travaux de réhabilitation de plusieurs structures sportives et de jeunesse à travers la wilaya. Parmi ces opérations figure la pose d'un nouveau gazon synthétique de dernière génération au stade du 20 août 1956 de Béchar, pour un coût de 60 millions de DA, a-t-il ajouté. La cérémonie en l'honneur de la JRS Taghit et la JS Kenadsa, présidée par le pre-

mier responsable de la wilaya à la Maison de la culture Kadi-Mohamed, s'est déroulée en présence de plusieurs responsables locaux de différents secteurs, de représentants des clubs, ainsi que des staffs techniques et des joueurs des deux équipes. A cette occasion, les deux clubs ont reçu des distinctions officielles et ont, à leur tournée, tenu à remercier le wali pour son soutien. Cette cérémonie symbolise l'intérêt accordé par la wilaya et l'Etat aux clubs sportifs, ainsi qu'au développement des différentes disciplines sportives à travers la région, a souligné M. Benyoucef.

APS

EL-MENIAA

**Réalisation en cours de divers projets du secteur
de la Formation professionnelle**

Plusieurs projets sont en chantier dans la wilaya d'El-Meniaa, dans le cadre du renforcement des structures de la Formation et de l'Enseignement professionnels et le renforcement des conditions d'accueil et d'encadrement des stagiaires, à-on appris samedi des services de la wilaya. Ces projets comprennent la réalisation d'un Institut national spécialisé de la Formation profes-

sionnelle au niveau du pôle urbain de la commune de Hassi El-Gara, et le projet d'une ferme pilote dédiée à la formation professionnelle à Hassi El-Gara Est, destinée à renforcer le volet pratique des spécialités agricoles. La nouvelle ville d'El-Meniaa accueille le siège de la Direction de la Formation professionnelle, un projet en cours de réalisation afin d'améliorer les conditions de travail et d'assurer une gestion plus

efficace du secteur, ainsi que la reconstruction des Centres de formation professionnelle « Chahid Chebir Tayeb » dans la zone de Chérifate et « Chahid Brik Ahmed Ben Abdelkader » au quartier des Ouled Aïcha, dans la commune d'El-Meniaa. Lors de l'inspection de ces projets, le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek a instruit les responsables des entreprises de réalisation d'accélérer les travaux par le

renforcement des chantiers en main-d'œuvre et en moyens, et de livrer ces installations dans les meilleurs délais. Ces projets entrent dans le cadre des efforts visant à développer le secteur de la Formation professionnelle dans la wilaya, de répondre aux exigences du développement local et de contribuer à la qualification de la ressource humaine. R.R.

TIARET

**Fourniture du gaz naturel à près de 150 foyers
dans la commune de Melakou**

Quelque 144 foyers ont été récemment raccordés au réseau de gaz naturel dans la localité de Sidi Ouadah, relevant de la commune de Mellakou, daïra de Medroussa (wilaya de Tiaret), a indiqué, samedi, le chef de daïra, Benabdallah Benarbia. M. Benarbia a souligné que ce projet, réalisé dans le cadre du programme du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales au titre de l'année 2025, a permis à 720 citoyens résidant dans cette zone, ainsi qu'à l'école Hattab Baghdadi, de bénéficier de ce service vital.

Il a également souligné que cette zone rurale, située sur la route nationale RN 14, a retenu, ces derniers mois, d'autres projets de développement, tels qu'un réseau d'alimentation en eau potable, un réseau d'assainissement, ainsi qu'un projet de réalisation d'un réseau d'éclairage public. Un projet d'aménagement urbain devrait être inscrit prochainement. Pour rappel, au cours des dernières semaines, dans le cadre de la même opération financée par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales au titre de l'année écoulée, 623 habitations ont été raccor-

dées au gaz naturel dans plusieurs communes, notamment Oued Lili, Zemala Emir Abdelkader, Mahdia, Mellakou et Sidi Bakhti. Il est prévu que le dernier projet pertinent de ce programme, portant sur le raccordement de 97 foyers au village El Mechref, dans la commune de Tagdempt, entre en service le mois prochain. Ainsi, le nombre total de bénéficiaires atteint 3.350 habitants répartis sur sept zones enclavées relevant de six communes.

Agence

ORAN

**Un quatrième quota de 50 nouveaux bus
pour renforcer le transport urbain**

L'Entreprise publique de transport urbain et suburbain de la wilaya d'Oran (ETO) a été renforcée par un quatrième et dernier quota de nouveaux bus, composé de 50 véhicules, portant ainsi le total déployé à la wilaya à 200 bus, apprend-on, samedi, des services de la wilaya. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renouveler le parc national de transports, indique-t-on. Les mêmes services ont précisé que l'entreprise publique de transport urbain et suburbain a reçu, avant-hier jeudi, 40 bus de l'Entreprise de développement de l'industrie automobile de Rouiba, dont 20 bus d'une ca-

pacité de 100 places et 20 autres de 35 places. L'entreprise recevra également, aujourd'hui samedi, 10 bus de type « Mercedes » provenant de l'Entreprise de développement de l'industrie automobile de Tiaret, dotés chacun d'une capacité de 23 places, selon la même source. Ces bus contribueront à renforcer les capacités de l'entreprise, à moderniser son parc et à assurer une couverture complète des différentes lignes urbaines et suburbaines, tout en améliorant les conditions de déplacement des citoyens. Ces bus entreront en service sur l'ensemble des lignes du réseau de transport urbain et suburbain de la wilaya d'Oran, ce qui permettra d'améliorer la couverture du réseau et de corriger les déséquilibres constatés sur cer-

taines lignes, notamment dans les zones à forte densité de population et les grands pôles urbains, tels que le nouveau pôle urbain « Chahid Ahmed-Zabana » à Misserghine et Oued Tlelat, ainsi que le pôle urbain de Belgaid (Bir El-Djir). D'autres lignes à Oran, notamment celles d'Aïn El Turck, Arzew et Boutlelis sont également concernées, at-on fait savoir de même source. Pour rappel, trois quotas totalisant 150 nouveaux bus, d'une capacité variable entre 70 et 100 passagers, sont entrés en service dans la capitale de l'Ouest les 21, 24 et 29 mars derniers. Ces bus sont équipés de caméras de surveillance et de sièges réservés aux personnes aux besoins spécifiques, note-on.

Rédaction régionale

Seule la nationalisation peut sauver la sidérurgie européenne

Dépendants d’une énergie toujours plus chère, les producteurs d’acier européens sont de moins en moins rentables et les fermetures de site se multiplient. La préservation des emplois et la transition écologique du secteur ne pourront passer que par une reprise en main par l’Etat, à travers la nationalisation.

La sidérurgie européenne est en crise. Bien sûr, le prix élevé de l’énergie sur le Vieux continent, qui continue d’augmenter avec la guerre en Iran, est en cause. Mais le problème est plus profond : cette industrie rapporte de moins en moins à ses dirigeants et à ses actionnaires. Cette configuration est une opportunité pour la gauche pour nationaliser la production d’acier et réformer les marchés européens de l’énergie. Alors que les prix du gaz ont explosé de 70% depuis le début de la guerre illégale d’Israël et des Etats-Unis contre l’Iran, toutes les industries énergivores du continent sont en alerte rouge. Le secteur sidérurgique ne fait pas exception. Cette crise énergétique s’ajoutant à une surproduction mondiale et à des importations d’acier moins cher, la production européenne d’acier se trouve aujourd’hui confrontée, de l’aveu même des industriels, à une « menace existentielle ».

Surproduction et pollution

Mais cette crise a en réalité des racines plus profondes. Si les industriels européens accusent souvent la concurrence étrangère, notamment la Chine, premier producteur mondial, de noyer le marché avec son acier bon marché, l’Europe a ses propres surcapacités. Si la capacité installée de production dans l’UE avoisine les 198 mégatonnes d’acier par an, la production réelle n’était que de 125,8 mégatonnes en 2025. Un seuil historiquement bas d’après le secteur. Une demande en berne dans les secteurs les plus consommateurs d’acier comme la construction et les activités manufacturières ont forcé les grands industriels à réduire leur production. Le secteur n’en est cependant pas à sa première crise de surproduction. Mais désormais, il doit aussi relever un second défi : sa décarbonation. La sidérurgie est en effet une des industries les plus polluantes, responsable de 8 à 10% des émissions mondiales. La nécessité de décarbonation est rendue plus urgente que jamais par la montée en puissance du marché européen du carbone, qui risque de rendre la production d’acier traditionnel par hauts-fourneaux, toujours moins compétitive. Pour l’heure, les institutions européennes tentent par tous les moyens de gonfler les profits des industriels privés dans l’espoir d’éviter qu’ils délocalisent dans des pays où l’électricité et le coût de la pollution sont moins chers. Mais une alternative, portée par les syndicats et les partis de gauche, est en train de gagner du terrain : la nationalisation de la sidérurgie. En novembre 2025, l’Assemblée nationale a voté la nationalisation des sites français d’Arcelor Mittal suite au refus de l’industriel d’investir dans un four électrique et à sa volonté de supprimer 1600 emplois. Beaucoup y ont vu la confirmation que le groupe indien entendait en réalité se désengager de l’Europe et délocaliser la production ailleurs. Portée par la France insoumise et soutenue par la CGT, la proposition de loi a cependant été rejetée par le Sénat. Mais la lutte continue. Ces licenciements et ces promesses non tenues de décarbonation en France sont loin d’être isolés. Chez ThyssenKrupp, en Allemagne, dix mille emplois devraient être supprimés, tandis qu’ArcelorMittal a annulé un projet d’acier vert alors même qu’il avait reçu 1,3 milliard d’euros de subventions du gouvernement allemand. Dans ce contexte, le parti de gauche radicale allemand Die Linke

s’est récemment prononcé en faveur de la spécialisation de l’industrie sidérurgique. En Italie, l’État a temporairement pris le contrôle de l’ancienne aciérie Ilva de Tarente, au bord de la faillite, auparavant détenue conjointement avec ArcelorMittal, et poursuit l’entreprise en justice pour 7 milliards d’euros en raison de sa mauvaise gestion. Cette intervention fait suite à plus d’une décennie de graves dommages environnementaux et sanitaires liés aux émissions toxiques du site, une situation qui a conduit la Cour européenne des droits de l’homme à condamner l’Italie pour ne pas avoir protégé la population contre la pollution industrielle.

La transition vers un acier vert nécessite d’énormes quantités d’énergie.

La production d’« acier vert » peut s’articuler autour de deux approches principales. La première consiste à utiliser de l’hydrogène renouvelable pour réduire directement le minerai de fer : un procédé connu sous le nom de « réduction directe du fer » (RDF). Le fer ainsi obtenu est ensuite traité dans des fours à arc électrique alimentés par de l’électricité renouvelable. Aujourd’hui, cette méthode est largement considérée comme la plus viable pour décarboner la production d’acier primaire, nécessaire dans des secteurs tels que la construction automobile. L’autre voie consiste à développer la production d’acier secondaire en recyclant la ferraille dans des fours électriques. Mais pour une industrie aussi gourmande en énergie fossile, la transition vers un acier vert nécessite d’énormes quantités d’énergie. D’ici 2030, soit dans seulement quatre ans, les projets d’acier à faible empreinte carbone prévus par l’UE pourraient nécessiter plus d’électricité renouvelable que la consommation totale de la Belgique. Or, cette demande supplémentaire en électricité s’ajoute à celles des autres secteurs qui cherchent eux aussi à se décarboner. Même si toutes les initiatives d’acier vert actuellement en cours dans l’UE venaient à être opérationnelles, seuls 24% de la production primaire d’acier serait décarbonée.

Le projet suédois HYBRIT

Même le projet européen d’acier vert le plus prometteur, le projet suédois HYBRIT qui a recours à de l’hydrogène produit à partir d’électricité renouvelable, a rencontré des difficultés pour passer à l’échelle industrielle, principalement en raison des coûts de l’électricité. Coentreprise entre le sidérurgiste SSAB, la société minière publique LKAB et le fournisseur d’énergie Vattenfall, HYBRIT a produit en 2021, à l’échelle pilote, le premier fer spongieux au monde réduit à l’hydrogène renouvelable. Pour passer à une usine de démonstration, LKAB a cherché à conclure un accord d’approvisionnement en électricité à long terme avec Vattenfall. Mais cette dernière, pourtant une entreprise publique, a insisté pour vendre cette électricité à des prix de long terme plus élevés que ceux souhaités par LKAB avant de s’engager à construire de nouvelles capacités renouvelables. La Commission européenne a suggéré de tels accords comme moyen de faire face à la crise énergétique de l’industrie sidérurgique. Mais les prix de l’électricité ne sont pas le seul problème : même avec des accords favorables, la seule usine de démonstration prévue par HYBRIT augmenterait la consommation totale d’électricité de la Suède de près de 4 %.

L’hydrogène n’existe pas vraiment

Compte tenu des immenses besoins en électricité, il n’est pas surprenant que la production d’hydrogène renouvelable à une échelle industrielle significative ne se soit pas encore concrétisée. Partout dans le monde, des projets d’hydrogène par électrolyse sont retardés ou annulés. En Europe, il n’existe actuellement aucune capacité de production d’hydrogène par électrolyse à grande échelle destinée à la sidérurgie, et celle-ci ne représente que 0,5 % des projections de l’industrie européenne en matière de capacité d’électrolyseurs pour 2030. Pour avoir une chance de réussir, le développement de l’hydrogène renouvelable doit donc se concentrer sur les secteurs où il n’existe pas d’alternatives et où il est efficace. La propriété publique et la planification écologique peuvent y parvenir bien mieux que les investissements privés en quête de rentabilité, y compris dans des secteurs tels que le raffinage du pétrole, qui se disputent des ressources en hydrogène limitées. Des décisions politiques difficiles devront être prises quant à l’orientation des investissements. Soit ils continuent de dépendre de la rentabilité, soit ils suivent des priorités sociales et environnementales à long terme. Pour avoir une chance de réussir, le développement de l’hydrogène renouvelable doit donc se concentrer sur les secteurs où il n’existe pas d’alternatives et où il est efficace. La propriété publique et la planification écologique peuvent y parvenir bien mieux que les investissements privés en quête de rentabilité. Pour l’heure, l’Europe évite de se confronter à cette réalité en espérant que des pays exportateurs comme la Namibie puissent devenir ses fournisseurs de fer vert et d’hydrogène. Ces pays tiers pourraient vraisemblablement le produire à moindre coût et disposent certes du foncier et de l’ensoleillement abondant nécessaire à la production massive d’électricité renouvelable requise. Mais les projets y sont également retardés, et on ne sait pas exactement quelle quantité de fer vert est réellement produite. L’un de ces projets d’hydrogène renouvelable prévus en Namibie envisage l’installation de panneaux solaires et d’éoliennes sur une superficie équivalente à la taille de Berlin. La difficulté à disposer d’une telle superficie à l’échelle européenne met en évidence les limites logistiques et néocoloniales de telles stratégies. En l’absence d’hydrogène renouvelable à l’horizon, certains sidérurgistes, comme ThyssenKrupp, prévoient d’alimenter leurs usines « prêtes pour l’hydrogène » au gaz naturel, tandis que d’autres, comme ArcelorMittal, ont suspendu leurs investissements dans la réduction directe du fer en Europe. Dans le même temps, la société chinoise HBIS a fourni à l’Italie des brames d’acier dont la teneur en carbone était inférieure de 50 % – une offre actuellement « presque impossible » à obtenir en Europe – grâce à l’utilisation de gaz de cokerie dans les usines de DRI. Mais s’appuyer sur le gaz naturel comme « combustible de transition » risque de rendre leur future décarbonation impossible, tant ces infrastructures sont coûteuses, et doivent donc d’abord être amorties. Même si l’hydrogène renouvelable devient disponible, il sera impossible de décarboniser l’ensemble de la production sidérurgique de l’UE. Le caractère d’urgence de ces investissements doit mettre un terme aux tergiversations politiques : soit les investissements sont guidés par la seule logique de rentabilité privée, soit ils suivent

des priorités sociales et environnementales à long terme. Dans le cas de la sidérurgie comme dans beaucoup d’autres, les objectifs d’une économie circulaire, d’auto-suffisance et d’une économie bas carbone s’opposent clairement à la rentabilité. Et si l’on vendait moins de SUV gourmands en ressources, pour les remplacer par des investissements dans les transports publics et les infrastructures ? Et si la construction de logements était plus efficace et nécessitait moins de ressources ? Pour créer une demande en acier vert, avons-nous vraiment besoin du programme de réarmement de l’UE pour soutenir les industries produisant des chars et des armes « zéro émission nette » ?

La socialisation comme solution

La contradiction inhérente entre la décarbonisation industrielle et la rentabilité ne peut être résolue par des milliards d’euros de subventions, des mesures commerciales ou même des nationalisations partielles pour sauver les emplois menacés. Pour bâtir un secteur sidérurgique solide, respectant les exigences sociales et environnementales, ces tensions structurelles doivent être résolues. Cela passe par le principe de la propriété socialisée. Si la simple nationalisation est une première étape, une propriété publique qui resterait dans le cadre du marché risque de poser problème. Une véritable socialisation, c’est-à-dire une propriété publique, mais aussi un contrôle collectif de la production, au-delà de gestionnaires nommés par l’Etat, permettrait de prendre en compte d’autres besoins que la seule rentabilité. Grâce à sa forte syndicalisation et aux liens étroits en les aciéries et les industries voisines, le secteur de l’acier constitue un bon point de départ pour étendre progressivement ce modèle. La contradiction inhérente entre la décarbonisation industrielle et la rentabilité ne peut être résolue par des milliards d’euros de subventions, des mesures commerciales ou même des nationalisations partielles pour sauver les emplois menacés. Une socialisation de l’acier, associée à une planification écologique, pourrait stabiliser la demande en acier vert dans des secteurs clés tels que le logement, les énergies renouvelables et les transports publics. Elle permettrait également de protéger les travailleurs contre les fermetures soudaines d’usines, en préservant l’emploi et en garantissant le bien-être social et économique grâce à une planification à long terme. Cette mesure pourrait s’accompagner d’une campagne ambitieuse visant à socialiser l’énergie et à réformer le marché européen de l’électricité. Dans sa forme actuelle, ce marché lie en effet les prix de l’électricité à ceux du gaz, ce qui prive l’Europe des avantages liés au coût parfois quasi-nul de l’électricité renouvelable. Alors que les guerres menées par les États-Unis et Israël risquent d’imposer une grave crise économique aux classes populaires du monde entier, une telle campagne démontrerait qu’une autre économie est possible. En reliant ces propositions de socialisation de l’industrie aux luttes populaires – pour le logement et les services publics, l’action climatique et la décarbonation –, la gauche européenne peut articuler une vision cohérente d’une économie socialisée. Un levier puissant pour ensuite conquérir le pouvoir nécessaire pour la mettre en œuvre.

Source: lvsl.fr; publié le 10/04/2026

TUNISIE
Premiers
signes d'un
retournement
macroéconomi-
que

La Tunisie s'oriente vers une phase de redressement plus affirmée à l'horizon 2026, selon les dernières perspectives macroéconomiques publiées par la Banque africaine de développement (BAD), qui évoque une dynamique de reprise désormais mieux ancrée après plusieurs années de tensions économiques, monétaires et budgétaires. L'institution estime que le pays entre progressivement dans une séquence de normalisation positive, portée par une amélioration simultanée de plusieurs indicateurs fondamentaux. Après une croissance limitée à environ 1,8% en 2024, l'économie tunisienne devrait accélérer progressivement durant 2025 puis 2026, soutenue par le raffermissement de la demande intérieure, le retour de meilleures performances agricoles et la détente graduelle des grands déséquilibres macroéconomiques. Pour un pays habitué depuis une décennie à une croissance structurellement faible, ce scénario marque un signal encourageant de stabilisation. Le facteur agricole redevient un moteur stratégique. Le principal levier de cette amélioration attendue réside dans le secteur agricole. La BAD anticipe une campagne céréalière 2025-2026 particulièrement favorable, susceptible de générer un effet d'entraînement significatif sur l'ensemble de l'économie nationale.

Rédaction

ÉGYPTE

Le projet de port sec du 10 Ramadan entre en phase d'exécution

Le développement des ports secs s'impose progressivement comme un levier clé de modernisation logistique en Égypte. Dans un contexte de saturation des infrastructures portuaires et de recherche de solutions de transport plus durables, les autorités misent sur des plateformes intérieures connectées pour fluidifier les échanges et renforcer la compétitivité du pays.

Évoqué depuis plusieurs années, le projet de port sec de la ville de 10 Ramadan en Égypte franchit une nouvelle étape. Sa phase de mise en œuvre a été officiellement lancée le mercredi 8 avril 2026, à la faveur de la signature d'un accord de partenariat entre le groupe d'ingénierie EDECS et MEDLOG, adjudicataire du contrat d'exécution depuis 2023. Dans le cadre de ce partenariat, EDECS assurera la direction des travaux, tandis que MEDLOG, branche logistique de l'armateur MSC, mettra à profit son expertise en transport intermodal. Développée sur une superficie de 189 000 m² dans le cadre d'un contrat EPC, l'infrastructure intégrera des technologies intelligentes et des solutions logistiques modernes visant à améliorer l'efficacité des opérations et à accroître la capacité de traitement du fret. Selon les autorités, sa mise

en exploitation devrait contribuer à désengorger les ports maritimes en limitant l'accumulation de conteneurs, tout en réduisant les coûts de manutention. Le projet s'inscrit également dans une logique de report modal, avec le transfert d'une partie du trafic de la route vers le rail, ce qui devrait permettre de diminuer la congestion routière, les accidents et les émissions de gaz à effet de serre. D'après les données techniques publiées en 2023, cette plateforme intérieure, financée avec l'appui de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), représente un investissement de 100 millions USD pour une capacité annuelle estimée à 400 000 EVP. Sa réalisation s'intègre dans un programme national plus large prévoyant le développement de huit ports secs. Outre la ville du 10 Ramadan, des infrastructures similaires

sont envisagées à 6th of October City, New Damietta, New Borg El Arab, New Beni Suef, New Sohag, Sadat City et El Tor. Ces projets visent à constituer un réseau portuaire intégré, en ligne avec la stratégie nationale portée par Le Caire à l'horizon 2030. Celle-ci prévoit un investissement global d'environ 300 milliards de livres égyptiennes (environ 5,648 milliards USD) pour le développement du secteur maritime, articulé autour de trois axes : l'extension des infrastructures portuaires avec près de 70 km de quais supplémentaires (d'une profondeur de 18 à 25 mètres) et une superficie totale portée à plus de 100 millions de m² ; le renforcement de la flotte nationale, appelée à atteindre 40 navires ; et la consolidation de partenariats stratégiques avec les principaux opérateurs internationaux du transport maritime.

Synthèse R.A

MAURITANIE

Hausse de 10 à 15% sur le gasoil et l'essence

La Mauritanie a annoncé une hausse des prix des carburants dans un contexte international tendu. Le diesel augmente de 10% et l'essence de 15,3%, tout en maintenant des subventions pour limiter l'impact sur les ménages. Le gaz domestique est également révisé et des mesures de circulation sont mises en place pour rationaliser la consommation. Ces ajustements visent à protéger les familles tout en répondant aux tensions sur les marchés énergétiques. La Mauritanie a officialisé une nouvelle augmentation des prix des carburants dans un contexte international marqué par de fortes tensions sur les marchés

énergétiques. Le gouvernement a annoncé ces mesures lors d'une conférence de presse le 31 mars 2026, à l'issue du Conseil des ministres, justifiant la hausse par l'impact direct des crises géopolitiques au Moyen-Orient sur les marchés mondiaux. " Ces augmentations sont justifiées par la crise mondiale que connaît le monde, notamment sur le plan énergétique. Vous savez, les prix se sont multipliés par trois, quatre, et la Mauritanie, comme tous les pays de la sous-région, est un pays importateur de ces produits raffinés." Selon les nouvelles mesures, le diesel augmente de 10% et l'essence de 15,3%, tout en

maintenant des subventions pour protéger les ménages. Le gaz domestique est également révisé : la bouteille B12 passe à 7 000 ouguiyas, la B6 à 2 400 ouguiyas et la B3 à 1 100 ouguiyas, avec un soutien partiel de l'État. Le ministre de l'Énergie et du Pétrole, Mohamed Ould Khaled, qualifie la situation de véritable crise touchant production et transport de l'énergie. Pour réduire la consommation, le gouvernement impose de nouvelles restrictions : les véhicules à quatre roues sont interdits en ville entre minuit et 5 heures et les déplacements interurbains limités après minuit sauf urgence, tandis que les piétons et cyclistes ne sont pas

concernés. " Cette augmentation n'a pas touché les prix de l'électricité, malgré que les prix qui entrent dans la production de l'électricité ont augmenté, notamment le diesel lourd, mais le gouvernement a décidé de maintenir les prix tels qu'ils étaient. " Ces mesures, encadrées par l'État s'inscrivent dans une perspective régionale, où plusieurs pays africains font face aux mêmes tensions sur les marchés de l'énergie, et visent à renforcer la résilience nationale tout en protégeant les populations les plus vulnérables. Agence

POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET HUMANITAIRE URGENT AU YÉMEN

Qatar Charity signe un accord avec le Fonds humanitaire pour le Yémen

La fondation caritative et humanitaire Qatar Charity a signé un accord de coopération avec le Fonds humanitaire pour le Yémen (YHF), relevant du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), afin de mettre en œuvre un projet humanitaire urgent dans le district d'Abs, gouvernorat de Hajjah, au nord-ouest du Yémen. Ce projet vise à améliorer les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans l'une des zones les plus touchées par la pénurie d'eau et la propagation des maladies. Ce projet s'inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat humani-

taire pour soutenir les catégories les plus vulnérables et nécessiteuses au Yémen. Il devrait bénéficier à environ 11 000 personnes. L'accord a été signé par M. Julian Harneis, coordinateur humanitaire des Nations Unies au Yémen, et le directeur par intérim du bureau de Qatar Charity au Yémen, Dr Abdullah Ibrahim Al Naeem. Cette initiative illustre la volonté des deux parties de consolider la réponse humanitaire et d'améliorer les conditions de vie des populations affectées. Le coût total du projet s'élève à 180 000 dollars américains, financé conjointement par le Fonds humani-

taire pour le Yémen et Qatar Charity. Le Fonds y contribue à hauteur de 150 000 dollars, tandis que Qatar Charity apporte 30 000 dollars et assure la mise en œuvre sur le terrain, conformément aux normes humanitaires reconnues. Démarré en mars 2026 et devant s'achever fin décembre de la même année, le projet cible la réhabilitation des infrastructures dégradées dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, notamment par la fourniture d'eau potable et l'amélioration des systèmes d'évacuation des eaux usées. Le projet prévoit également des cam-

pagnes de nettoyage communautaire afin de réduire la propagation des maladies liées à l'eau contaminée, ainsi que des programmes de sensibilisation sanitaire ciblant en priorité les femmes et les enfants, particulièrement exposés en l'absence d'accès à une eau sûre et de culture préventive. Ce projet s'inscrit dans la continuité d'une longue coopération entre Qatar Charity et le Fonds humanitaire pour le Yémen, une collaboration marquée par sa constance et sa diversité, ayant permis la réalisation de plusieurs projets humanitaires visant à renforcer la réponse d'urgence et à améliorer les services essentiels.

SELON AFREXIMBANK

Le commerce intra-africain devrait croître de 10 % en 2026, à 230 milliards \$

La hausse attendue de la valeur des échanges commerciaux régionaux devrait être essentiellement tirée par les progrès réalisés en 2025, dont l'entrée en vigueur du système panafricain de règlement des paiements, la suppression progressive des barrières non tarifaires sur les principaux corridors, et l'adoption du protocole de la ZLECAf sur le commerce numérique.

Synthèse Rédaction africaine

Les échanges commerciaux intra-africains devraient progresser de 10 % en 2026 pour s'établir à 230 milliards USD contre 210 milliards USD en 2025, notamment grâce à l'accélération de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), selon un rapport publié le 30 mars 2026 par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank). Intitulé « African Trade and Economic Outlook 2026 - Moving up the ladder : Capturing more value from Africa's commodities », le rapport précise que cette estimation de croissance représente un scénario optimiste, qui repose sur une convergence entre la stabilité politique, l'intégration régionale et les réformes ciblées en matière de compétitivité, d'une part, et la stabilisation du contexte commercial mondial, d'autre part. Ce scénario table sur un apaisement des tensions géopolitiques, une normalisation partielle des chaînes logistiques et un regain de confiance dans le système commercial multilatéral, permettant ainsi aux économies africaines de traduire leurs réformes structurelles en gains durables en termes de commerce et de revenus.

L'amélioration des perspectives du commerce intra-régional devrait ainsi être tirée par la dynamique issue des avancées réalisées en 2025, comme l'entrée en vigueur du système panafricain de règlement des paiements (PAPSS), qui doit permettre de réduire les coûts de change de 20 à 30 %, la suppression progressive des barrières non tarifaires sur les principaux corridors commerciaux et l'adoption du protocole de la ZLECAf sur le commerce numérique. En 2026, la part du commerce intra-africain dans les échanges commerciaux globaux du continent devrait atteindre 16 %, contre une moyenne de 15 % au cours des dernières années. Les secteurs manufacturier et agroalimentaire gagneront en importance pour représenter 48 % à 50 % des flux commerciaux intra-africains contre 46 % en 2025, ce qui compenserait le ralentissement des échanges de matières premières. D'autre part, les flux commerciaux régionaux devraient devenir plus équilibrés entre les sous-régions du continent. L'Afrique australe restera le premier moteur du commerce intra-régional, mais l'accélération attendue de la mise en œuvre de la ZLECAf devrait élargir la participation de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique de l'Est, tandis que

l'Afrique du Nord continuerait à afficher un renforcement de ses liens commerciaux avec les autres sous-régions.

Un grand potentiel inexploité

Le rapport indique par ailleurs que les échanges commerciaux globaux de l'Afrique (commerce intra et extra-africain) ont atteint environ 1 400 milliards USD durant l'année écoulée. La balance commerciale de l'Afrique présente un déséquilibre : les exportations hors Afrique sont dominées par les matières premières (60 % et 70 % du total), tandis que les importations sont dominées par les produits manufacturés (60,5 % du total). La part du continent dans les exportations mondiales est restée modeste, à environ 3 %, ce qui montre que la récente reprise des échanges commerciaux a été davantage favorisée par des effets conjoncturels sur les prix que par une transformation fondamentale de la place du continent au sein des chaînes de valeur mondiales. Malgré les efforts déployés par l'Afrique pour diversifier ses partenaires commerciaux, son économie reste exposée à la volatilité des prix des matières premières. L'ampleur de cette dépendance varie d'une sous-région à l'autre

GHANA

65 millions \$ pour accélérer la relance de la mine d'or Bogoso-Prestea

Mise à l'arrêt en 2024 sur fond de litige avec son ancien propriétaire Blue Gold, la mine d'or Bogoso-Prestea est actuellement en pleine relance au Ghana. La société locale Heath Goldfields qui en assure désormais l'exploitation, a annoncé la première coulée d'or sur le site en février dernier. Jeudi 9 avril, la société minière ghanéenne Heath Goldfields a annoncé

avoir sécurisé un financement de 65 millions \$ auprès de Trafigura, destiné à soutenir les opérations sur la mine d'or Bogoso-Prestea au Ghana. Cette initiative intervient quelques semaines seulement après la relance effective de la production sur le site, resté à l'arrêt pendant 24 mois. Heath Goldfields a en effet repris Bogoso-Prestea en 2024, à la suite de la résiliation par l'État ghanéen

du permis minier de la société britannique Blue Gold, alors opératrice. Après avoir annoncé en février la première coulée d'or sous son contrôle, la société basée à Accra prévoit d'investir 135 millions \$ cette année afin de soutenir la poursuite des opérations et d'optimiser les capacités du site. Le financement accordé par Trafigura, structuré sous forme de dette, s'inscrit dans cette stratégie de

montée en puissance. Il s'accompagne d'un accord d'achat dans le cadre duquel Trafigura s'est engagé à acquérir 700 000 onces d'or doré issues de la mine de Bogoso-Prestea. Si peu de détails ont été communiqués sur les modalités de livraison, Heath Goldfields précise que celles-ci débiteront en ligne avec son calendrier de production. Agence

R.A

ANGOLA

Sonangol accélère sa stratégie gazière avec deux nouveaux méthaniers

Alors que l'Angola poursuit ses efforts dans la monétisation de ses ressources en gaz naturel, le pays a annoncé début février 2026, un investissement de 245 millions de dollars dans un nouveau navire gazier. De nouveaux méthaniers devraient rejoindre la flotte exploitée par Sonangol, la compagnie publique du pétrole de l'Angola, d'ici quelques mois. Selon des informations rapportées mercredi 8 avril par plusieurs médias, le groupe a commandé deux méthaniers pour un montant de 770,2 milliards de wons sud-coréens, soit environ 511 millions de dollars. La commande a été reçue par la société HD Korea Shipbuilding & Offshore Engineering, compagnie associée au groupe sud-coréen HD Hyundai (anciennement Hyundai Heavy Industries

Group). Selon le contrat, ces navires d'une capacité de 174 000 m³ chacun, seront construits par sa filiale HD Hyundai Samho Heavy Industries. La livraison des deux bâtiments est prévue au plus tard en septembre 2029, d'après le dépôt réglementaire du contrat publié sur le système DART, le registre officiel des entreprises cotées en Corée du Sud. Ce document formalise ainsi une nouvelle commande de Sonangol dans le segment du transport de gazier. En effet, une première commande avait déjà été annoncée plus tôt cette année pour un méthanier d'une valeur d'environ 251 millions de dollars également confié au groupe sud-coréen. Sa livraison est attendue en 2028. Ensemble, ces bâtiments sont destinés au transport de gaz naturel liquéfié

(GNL) produit en Angola, soutenant les opérations d'exportation du pays à partir des infrastructures existantes, notamment le projet Angola LNG. Une fois mise en service, ces méthaniers viendront renforcer la flotte de navires de Sonangol, dédiée à l'exploitation des ressources en hydrocarbures du pays. Selon des données rapportées par Offshore Energy en février 2026, l'entreprise publique exploite 17 pétroliers en plus de 5 navires de transport de gaz liquéfié (GNL et gaz de pétrole liquéfié). Depuis 2024, l'Angola intensifie les initiatives pour soutenir la monétisation de ses ressources gazières afin de renforcer ses exportations de GNL. Selon les informations publiées en février 2026 sur le site officiel d'Angola LNG, l'unique usine de liquéfaction du pays,

située à Soyo, dispose d'une capacité de 5,2 millions de tonnes par an. Cependant, elle fonctionne historiquement en dessous de ses capacités, faute d'approvisionnement suffisant en gaz. Pour y remédier, plusieurs projets ont été engagés. D'après un communiqué de TotalEnergies publié en mars 2026, la joint-venture New Gas Consortium a lancé l'exploitation des champs de gaz non associés Quiluma et Maboqueiro prévue pour produire à son pic environ 330 millions de pieds cubes de gaz par jour, soit l'équivalent d'environ 2 millions de tonnes de GNL par an. Parallèlement, selon une annonce officielle de Chevron publiée fin 2024, le projet Sanha Lean Gas est entré en production et alimente déjà l'usine de Soyo.

Agence

POUR GÉRER LES PÉNURIES DE CARBURANT Madagascar instaure un régime d'urgence

Importateur de produits pétroliers, Madagascar fait face, depuis plusieurs années, à des difficultés récurrentes d'approvisionnement en carburant, qui s'accroissent encore plus avec les tensions sur les marchés énergétiques mondiaux. Alors qu'une pénurie de carburant a été signalée dans plusieurs localités de Madagascar, le gouvernement a décrété un régime d'urgence énergétique de 15 jours afin de faire face à la situation. La décision autorise l'État à intervenir directement dans l'approvisionnement et la distribution des produits pétroliers. « La déclaration d'un état d'urgence énergétique permet aux autorités de prendre des mesures exceptionnelles et urgentes afin de rétablir l'approvisionnement en énergie et d'assurer la continuité des services publics », ont annoncé les autorités malgaches à l'issue du Conseil des ministres tenu mardi 7 avril. Dans l'immédiat, la mesure ouvre la voie à un encadrement renforcé des flux de carburant. Le dispositif donne également aux autorités le droit de réquisitionner des moyens logistiques et d'organiser la répartition des stocks dont la disponibilité n'a pas été précisée. Par ailleurs, le décret prévoit aussi de réserver l'approvisionnement en produits pétroliers à certains usages prioritaires, notamment les services publics et les activités jugées essentielles au fonctionnement du pays, selon les informations relayées par Reuters. Sur le terrain, les premiers signes de tension sont visibles. Des stations-service enregistrent des ruptures ponctuelles, tandis que des files d'attente se forment dans plusieurs zones urbaines. Des opérateurs du secteur signalent des difficultés à maintenir des niveaux d'approvisionnement régulier. À l'origine de ces perturbations, un contexte international marqué par des tensions, notamment le conflit dans le golfe qui perturbe les flux d'hydrocarbures et complique l'accès aux cargaisons pour certains importateurs. Cette situation s'accompagne d'une hausse des coûts d'achat sur le marché international.

POINT-MARCHÉS

Avril démarre fort

L'appétit pour le risque a nettement rebondi cette semaine sur les marchés financiers, porté par l'espoir d'une issue au conflit au Moyen-Orient et par l'annonce d'une trêve de deux semaines destinée à prolonger les négociations. Le repli des cours du pétrole a également contribué à rassurer les investisseurs. Une désescalade pourrait se dessiner dès ce week-end à la faveur des pourparlers entre les Etats-Unis et l'Iran. Pour autant, la saison des résultats s'ouvrira dès la semaine prochaine, ce qui devrait entretenir un niveau de volatilité encore élevé.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops Europe

STMicroelectronics +16,54 % : le franco-italien s'envole aux côtés d'ASML, Infineon, BE Semi et Soitec, portés par le cessez-le-feu iranien, le retour en grâce de l'IA et les résultats de Samsung, qui multiplie par huit son profit sur les puces mémoire.

UMG +13,56 % : Bill Ackman met 55,75 milliards sur la table pour racheter la major musicale. L'offre de Pershing Square à 30,40 EUR par action affiche une prime de 78%, obligeant les actionnaires clés Bolloré et Vivendi à se prononcer sur l'avenir du groupe.

Société Générale +11,15 % : la trêve Trump et la réouverture théorique d'Ormuz réduisent la prime de risque géopolitique, propulsant SocGen à la hausse aux côtés de BNP Paribas, UniCredit, Barclays et Commerzbank.

Rexel +10,67 % : Jefferies passe de conserver à acheter et relève l'objectif de 32 à 43 euros. Le broker anticipe une accélération de la croissance portée par l'inflation des prix qui booste les marges, l'explosion des data centers et l'électrification post-crise énergétique.

Aperam +16,72 % : le cessez-le-feu efface les craintes de récession et rallume l'appétit pour les cycliques. Le sidérurgiste bondit aux côtés de Salzgitter, ArcelorMittal dans le sillage de la trêve Washington-Téhéran.

Flops Europe

Sodexo -12,42 % : suite à un audit de ses contrats et de ses actifs, le leader mondial des services de restauration abaisse ses objectifs de croissance interne du chiffre d'affaires. Le résultat net ajusté du premier semestre fiscal recule sous l'effet d'une contraction de la marge d'exploitation.

Maurel & Prom -10,85 % ouvre la voie à un repli généralisé du secteur pétrolier : Repsol, Equinor, Neste, Shell et BP plongent dans son sillage, alors que la médiation pakistanaise contribue à l'apaisement des tensions au Moyen-Orient. Ce coup de théâtre diplomatique efface plusieurs semaines de gains.

OVH -5,36 % : le groupe français publie des résultats mitigés avec un bénéfice net en repli sur le premier semestre de l'année. La croissance organique déçoit, freinée par la faible performance des segments "Cloud privée" et "Webcloud" qui éclipse le dynamisme du Cloud public.

Alstom -4,61 % : l'équipementier ferroviaire chute après s'être montré prudent lors d'une réunion de cadrage sur ses résultats trimestriels à venir. Le titre efface le rebond récent, lié à la signature de plusieurs contrats.

US tops

Avis +57,51 %: la société de location de voitures et son compère Hertz (+10%), entament leur troisième semaine de hausse sur fond de chaos dans les aéroports. Le titre évolue à ses plus hauts niveaux depuis avril 2022.

Nebius +33,22 % : porté par la première capitalisation boursière mondiale, le spécialiste des infrastructures technologiques

négocie actuellement le rachat de la startup israélienne AI21 Labs, spécialisée dans l'intelligence artificielle.

US flops

Texas Pacific-7,71 % : le décès brutal d'un membre du conseil d'administration a laissé un vide chez les investisseurs. Murray Stahl était le directeur général d'Horizon Kinetics Holding Corporation, premier actionnaire de la société.

Okta -21,52 % : alors que la situation au Moyen-Orient semble s'améliorer progressivement, le sujet préféré des investisseurs avant le conflit, l'IA, refait surface. Avec l'arrivée du nouveau modèle d'Anthropic, les spécialistes du logiciel semblent plus menacés que jamais par la démocratisation de l'accès au codage.

Matières premières

Énergie : Les cours du pétrole terminent la semaine sur une forte baisse d'environ 11%. Le baril de Brent s'échange autour de 95,50 USD (échéance juin 2026) et le WTI autour de 97,60 USD (échéance mai 2026). Cette chute hebdomadaire s'explique par l'annonce d'un cessez-le-feu de deux semaines entre les États-Unis et l'Iran, qui a temporairement apaisé le marché. Toutefois, les prix ont rebondi vendredi. Les opérateurs s'inquiètent des nouvelles menaces sur l'offre au Moyen-Orient et du blocage continu du détroit d'Ormuz. L'accord de trêve entre Washington et Téhéran reste fragile et les combats se poursuivent dans la région. Aujourd'hui, le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz représente une part minime de son volume habituel. L'Iran exige des droits de péage pour les navires de commerce qui traversent cette zone. Les États-Unis refusent fermement cette condition. Les investisseurs attendent donc les résultats des prochaines négociations diplomatiques, prévues ce week-end, pour évaluer la possibilité d'un accord durable.

Métaux : L'or retrouve la faveur des investisseurs et enchaîne une deuxième semaine consécutive de hausse à 4800 USD. L'annonce d'une trêve temporaire de deux semaines entre les États-Unis et l'Iran explique cette progression initiale, puisqu'elle calme les prix pétroliers et par extension, apaise les craintes inflationnistes. Cependant, les prix restent très instables. Les déclarations signalant des violations de ce cessez-le-feu et la poursuite des affrontements limitent les gains de l'or. Du côté des métaux industriels, le cuivre progresse à Londres à 12700 USD, soit son plus haut niveau depuis trois mois.

Produits agricoles : Le prix du blé enregistre sa plus forte baisse hebdomadaire depuis fin juillet. Cette chute résulte directement de la publication du rapport mensuel du Département américain de l'Agriculture. L'institution annonce des stocks mondiaux nettement plus importants que prévu. Le boisseau de blé s'échange ainsi en baisse à 571 cents (contrats échéance mai 2026). Le cours du maïs suit cette dynamique négative à 443 cents, tandis que le soja résiste avec une légère hausse (1166 cents).

Macroéconomie

Macro : Le cessez-le-feu, même précaire, conclu entre l'Iran et les États-Unis a mis du baume au cœur des investisseurs. Les actifs à risque ont très fortement rebondi à l'image des marchés actions tandis que le dollar perdait naturellement du terrain. De leur côté, obligations et pétrole semblent plus hésitants : après une nette dégringolade dans la foulée de l'annonce, ces marchés se sont repris en attendant des actions concrètes, à commencer par l'ouverture du détroit d'Ormuz. Ainsi, le rendement du 10 ans allemand tient au-dessus de son point de breakout à 2,90%, aidé non seulement par les craintes inflationnistes liées à l'énergie et par une demande de financement accrue pour soutenir l'effort d'investissement. En attendant que l'embellie se confirme, un soupçon de prudence reste de mise dans vos choix d'allocation.

Crypto : Dans le sillage des indices boursiers, le bitcoin (BTC) rebondit de +4,55% cette semaine et gravite désormais autour de 72 000 USD. Une tendance que l'on retrouve dans les ETF Bitcoin spot, qui ont enregistré 455 MUSD d'entrées nettes depuis lundi. Les autres grandes cryptomonnaies suivent le mouvement du leader : l'éther (ETH) progresse de +5% et repasse au-dessus des 2 200 USD, Solana (SOL) gagne +2% autour de 83 USD, tandis que XRP avance de +1,3% à 1,34 USD. Cette semaine, l'implication de la cryptosphère dans le contexte géopolitique vient directement du détroit d'Ormuz. Selon le Financial Times, l'Iran aurait annoncé que chaque pétrolier empruntant ce corridor maritime devra déclarer sa cargaison par e-mail afin de s'acquitter d'une taxe

équivalente à 1 USD par baril, payable en bitcoin, dans quelques autres cryptomonnaies ou en yuan chinois. L'objectif serait surtout d'éviter le dollar américain et les sanctions potentielles qui y sont associées, même si cette piste reste, à ce stade, à prendre avec beaucoup de prudence et demande encore à être confirmée.

Les marchés ont-ils touché leur point bas de l'année fin mars ? Oui, selon les investisseurs optimistes. Après avoir perdu 6,5% au cours du mois de mars, sa plus mauvaise performance en trois ans, l'indice MSCI Monde a déjà rebondi de 5% au premier tiers d'avril. Le rebond est alimenté par l'espoir d'une sortie de crise à court terme au Moyen-Orient, ce qui réduirait les craintes de hausse de prix et de récession. En parallèle, la thématique IA se réveille pour le meilleur et pour le pire. Le meilleur, c'est pour les fournisseurs de matériel et les grandes plateformes. Le pire, c'est pour l'écosystème du logiciel, désigné comme le grand perdant de l'automatisation du code.

Les premiers résultats du 1er trimestre des entreprises qui comptent vont commencer à tomber la semaine prochaine. LVMH, ASML et Ericsson côté européen, puis les grandes banques américaines (Goldman Sachs, JPMorgan...) et d'autres stars de Wall Street : J&J, Netflix, PepsiCo et Abbott, notamment.

En matière macroéconomique, il y aura beaucoup de statistiques chinoises et peu d'indicateurs de premier plan ailleurs. Les prix à la production aux États-Unis auront toutefois une saveur particulière à cause des tensions sur les prix de l'énergie en mars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Avril 2026

Valeur : 13 Avril 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.3425	132.3575
1	EUR	EURO		154.3114	154.3421
1	GBP	POUND STERLING		177.1890	177.2329
100	JPY	JAPANESE YEN		83.2552	83.2699
1	CNY	CHINESE YUAN		19.3495	19.3545
1	CHF	SWISS FRANC		167.2681	167.3928
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.4990	95.5374
1	DKK	DANISH KRONE		20.6524	20.6602
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.2259	14.2309
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.8711	13.8964
1	AED	UAE DIRHAM		36.0272	36.0461
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2641	35.2718
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.6455	431.8352
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.1590	45.6129
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2396	14.2412
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.8010	20.9079
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3261	3.3365
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.2764	181.2764

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Les conséquences économiques mondiales

Voici les dernières évolutions économiques mondiales vendredi vers 15H00 GMT, alors qu'un fragile cessez-le-feu entre l'Iran et les Etats-Unis est entré dans son troisième jour:

Les marchés mondiaux affichent vendredi un optimisme prudent concernant les négociations entre l'Iran et les Etats-Unis au Pakistan, avec l'espoir d'une trêve durable. Le vice-président américain JD Vance a dit vouloir des "négociations positives" avec l'Iran avant de partir pour le Pakistan.

Les marchés misent sur les pourparlers au Pakistan

Les cours du pétrole se stabilisaient sous la barre des 100 dollars. Référence global du brut, le Brent cédaït un tout petit peu de terrain à 95,79 euros le baril, pour livraison en juin. Son équivalent américain du WTI s'inscrivait en légère hausse à 98,51 dollars le baril, pour livraison en mai. La Bourse de New York évoluait en ordre dispersé: le Dow Jones reculait de 0,30%, l'indice Nasdaq prenait 0,60% et l'indice élargi S&P 500 grappillait 0,12%. En Europe, les Bourses terminaïent la semaine sur une note positive.

Ormuz: les aéroports européens redoutent des pénuries de kérosène dans trois semaines

L'association des aéroports d'Europe a mis en garde contre un risque de "pénurie systé-

mique" de kérosène si le trafic maritime n'est pas rétabli dans le détroit d'Ormuz au cours des trois prochaines semaines, dans un courrier consulté par l'AFP vendredi.

L'UE réfléchit à taxer les superprofits dans l'énergie, comme en 2022

L'Union européenne a confirmé vendredi étudier les demandes de plusieurs pays membres, qui appellent à taxer les bénéfices exceptionnels réalisés par les entreprises du secteur énergétique en raison du conflit au Moyen-Orient, comme en 2022 après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Face à l'envolée actuelle des prix de l'énergie en Europe, "toute une gamme de mesures peut être envisagée, dont certaines ont déjà été mises en oeuvre il y a quelques années", a déclaré à la presse Paula Pinho, porte-parole de la Commission européenne.

La guerre a déjà un fort impact sur l'inflation aux États-Unis

L'inflation s'est fortement accélérée le mois dernier aux États-Unis, à 3,3% sur un an, reflétant l'envolée des prix à la pompe consécutive à la guerre au Moyen-Orient, selon des données officielles publiées vendredi. Entre février et mars, les prix à la pompe

ont bondi de 21,2%. Un tel pourcentage d'augmentation mensuelle n'avait pas été observé depuis la création d'un indice pour l'essence, en 1967, souligne le service statistique américain BLS.

Brésil: l'inflation accélère sous l'effet de la guerre

L'inflation au Brésil a accéléré à 4,14% en glissement annuel en mars, poussée par une forte augmentation du prix des carburants en pleine guerre au Moyen-Orient, selon les chiffres officiels publiés vendredi. La hausse des prix à la consommation a atteint 0,88% sur un mois, la plus importante depuis février 2025, selon l'institut de statistiques IBGE.

Pour les engrais, le retour à la normale sera long

Si tant est que le trafic reprenne depuis le Golfe, le retour à la normale sur le marché des engrais s'annonce long et difficile. Et "des dégâts sont déjà là", explique à l'AFP Maximo Torero, chef économiste de la FAO. Entre usines arrêtées et flambée du gaz renchérissant la production mondiale, les prix des fertilisants ont grimpé partout, et ne devraient redescendre qu'avec peine.

TotalEnergies annonce l'arrêt de la raffinerie saoudienne de Satorp après des frappes

Le groupe pétrolier français TotalEnergies a annoncé vendredi la mise à l'arrêt de la raffinerie Satorp en Arabie saoudite, après des frappes qui ont endommagé une partie de l'installation située à Jubail (est), au bord du Golfe, selon une communication adressée à ses investisseurs. "Par mesure de sécurité", les unités de la plateforme, codétenue par la compagnie nationale saoudienne Aramco (62,5%) et TotalEnergies (37,5%), "ont été mises à l'arrêt", après des "incidents survenus dans la nuit du 7 au 8 avril", a déclaré le groupe français.

Les camions-citernes autorisés à circuler tout le weekend en France

Le gouvernement a autorisé jusqu'au 11 mai la circulation des camions-citernes transportant des hydrocarbures et desservant les stations-service partout et pendant tout le week-end ainsi que les lundis et jours fériés, afin d'éviter les risques de pénurie, selon un arrêté publié vendredi au Journal officiel. La levée des interdictions concerne "les dimanches et jours fériés ainsi que les veilles et lendemains de dimanches et jours fériés", précisent les ministères de l'Intérieur et des Transports.

Rédaction

ARGENTINE

Les députés adoptent une réforme minière pour stimuler les investissements dans les régions glaciaires

La réforme soutenue par le gouvernement, qui vise à soutenir les investissements miniers dans les régions glaciaires, a été adoptée à 137 voix pour et 111 contre par les députés argentins. Les députés argentins ont approuvé jeudi 9 avril une réforme soutenue par le gouvernement visant à promouvoir les investissements miniers dans les régions glaciaires, une mesure qui menacerait les ressources en eau et mettrait à mal la protection de l'environnement, selon les écologistes et les scientifiques.

La Chambre des députés a adopté la réforme par 137 voix contre 111, avec trois abstentions. La loi entrera en vigueur dès sa publication au Journal officiel. Encouragée par le gouvernement du président libertaire Javier Milei, cette réforme a suscité la controverse car elle permet aux provinces de fixer leurs propres normes de protection des glaciers et des zones périglaciaires. Selon les détracteurs de la loi, ce changement pourrait compromettre les mesures de protection des formations glaciaires de haute altitude qui

constituent des réserves d'eau douce essentielles. Les députés de l'opposition ont accusé le gouvernement de censure, affirmant que sur les plus de 100.000 personnes qui avaient demandé à exprimer leur désaccord lors d'audiences publiques organisées sur cette loi, seul 0,3% avait été autorisé à le faire.

Des inquiétudes chez les scientifiques

Depuis 2010, la législation interdit les activités minières et industrielles dans les zones concernées et fixe

des normes minimales pour protéger les réserves d'eau. Les gouverneurs des principales provinces minières du pays, de concert avec les entreprises, affirment que la réforme clarifie les règles en matière d'investissement, ajoutant qu'elle pourrait faire de l'Argentine un fournisseur clé de cuivre et de lithium pour la transition énergétique. Les scientifiques nationaux estiment que la réforme est motivée par des intérêts économiques et politiques, tandis que les groupes environnementaux assurent qu'elle privilégie les projets miniers à

grande échelle au détriment de la protection de l'environnement. En février, l'université de Buenos Aires avait fait part de ses inquiétudes concernant cette réforme, appelant à "des critères scientifiques unifiés, étayés par une expertise technique". "Il ne s'agit pas de choisir entre l'environnement et le développement, mais de concilier les deux", a déclaré Roberto Cacciola, président de la chambre minière argentine CAEM, lors d'une récente audition au Congrès.

R.I.

ETATS UNIS

L'économie transatlantique atteint un nouveau sommet de 9 800 milliards de dollars malgré les turbulences tarifaires

Après une année de tensions politiques et commerciales entre l'Europe et les États-Unis, les liens commerciaux entre les deux parties, les plus profonds et les plus étendus entre deux régions dans l'histoire, sont restés remarquablement forts. Une nouvelle étude intitulée "The Transatlantic Economy" (1) évalue l'économie transatlantique à un montant record de 9 800 milliards de dollars en 2025, contre 9 500 milliards de dollars l'année précédente. Ce chiffre comprend un record estimé à 2,3 billions de dollars d'échanges de biens et de services entre l'Europe et les États-Unis et 7,5 billions de dollars de ventes affiliées combinées. En 2025, année où les États-Unis ont considérablement augmenté les droits de douane sur la plupart des produits importés d'Europe, le total des échanges de marchandises entre l'Europe et les États-Unis a atteint 1 460 milliards de

dollars, soit une hausse de 12 % par rapport aux 1 300 milliards de dollars de l'année précédente. Le déficit commercial des États-Unis avec l'UE est tombé à 219 milliards de dollars, soit une baisse de 7 % par rapport à 2024 (236 milliards de dollars). Les échanges de services entre l'UE et les États-Unis ont également progressé. Le rapport estime qu'en 2025, les États-Unis exporteront 325 milliards de dollars de services vers l'UE et en importeront 256 milliards. Si l'on ajoute le commerce des services à la balance commerciale, le déficit commercial global des États-Unis avec l'UE est estimé à 150 milliards de dollars, soit plus de quatre fois moins que le déficit commercial des États-Unis avec la région Asie-Pacifique (653 milliards de dollars) et 1,4 fois moins que le déficit commercial des États-Unis avec ses partenaires de l'USMCA, le Canada et le

Mexique. Au total, les échanges de biens et de services entre l'UE et les États-Unis ont atteint un record estimé à 1 630 milliards de dollars en 2025. Malgré l'importance accordée au commerce dans l'actualité, le rapport constate que l'investissement reste le véritable moteur du commerce transatlantique. Les ventes par l'intermédiaire de filiales restent le principal moyen pour les entreprises américaines de servir leurs clients européens et pour les entreprises européennes de servir leurs clients américains. Les entreprises américaines ont vendu quatre fois plus à des clients européens par le biais de ventes affiliées (3 900 milliards de dollars) qu'elles ne l'ont fait par le biais d'exportations. De même, les entreprises européennes ont vendu trois fois plus aux clients américains par l'in-

termédiaire de leurs filiales (3,5 billions de dollars) qu'elles n'ont exporté. Les filiales européennes et américaines restent des forces économiques importantes dans leurs économies respectives. Selon le rapport, les filiales américaines en Europe ont généré 835 milliards de dollars de production économique en 2024, soutenant 4,6 millions d'emplois. Dans le même temps, les filiales européennes ont généré 900 milliards de dollars de production économique, soutenant 5,3 millions d'emplois. Alors que certaines voix politiques remettent de plus en plus en question l'importance et la valeur de l'intégration transatlantique, le rapport confirme que les deux parties sont restées les plus grands investisseurs étrangers l'une pour l'autre.

Rédaction/agence

AFFAIRE APPLE VS FREE MOBILE

Apple devra bien respecter sa condamnation pour clauses abusives envers Free

Apple a été condamné en appel face à Free, qui dénonçait avec le gouvernement des pratiques de déséquilibre significatif dans leurs contrats de distribution de l'iPhone. Un vrai revers pour le géant américain.

Apple espérait souffler. C'est raté. La firme de Cupertino avait été condamnée en octobre dernier par le tribunal de commerce de Paris pour avoir imposé des clauses déséquilibrées à Free Mobile dans leur contrat de distribution de l'iPhone. L'entreprise américaine tentait de bloquer l'application du jugement de premier instance pendant la durée de son appel. La cour d'appel de Paris en a décidé autrement, et vous allez le voir, sans ménagement, comme on peut le lire dans un arrêt du 1er avril 2026.

Apple imposait ses conditions à Free Mobile dans la distribution de l'iPhone, ce qui ne plaît pas à la justice

Au cœur de cette affaire, il y a un contrat de distribution. Celui qui liait Apple à Free Mobile pour la vente de l'iPhone en France. Un accord dont le ministre de l'Économie, garant de l'ordre public économique, a décidé d'attaquer les fondements en justice. L'accusation portait sur des clauses profondément déséquilibrées, systématiquement au détriment de l'opérateur français. Le 10 octobre 2025, le tribunal de commerce de Paris avait rendu un verdict assez dur contre Apple. Plusieurs clauses du contrat ont été déclarées nulles, dont celles limitant la liberté tarifaire de Free Mobile, imposant à l'opérateur de Xavier Niel de certifier ses pratiques de subventions auprès d'Apple, ou encore autorisant la firme à auditer les registres internes de son partenaire. Parmi les autres clauses épinglées, citons celle qui consistait pour Apple à s'arroger le droit d'utiliser gratuitement les marques et les brevets de Free Mo-



bile. La marque à la pomme pouvait aussi exiger des rapports détaillés sur les stocks et les ventes, tout en imposant des règles strictes sur les commandes, sans jamais s'engager en retour sur ses propres délais de livraison. Beaucoup d'obligations d'un côté, beaucoup de liberté de l'autre.

La lourde condamnation qu'Apple a tout fait pour bloquer

Toujours en première instance, la condamnation fut lourde. Les entités françaises et irlandaises d'Apple ont été solidairement condamnées à verser plus de 15,1 millions d'euros au Trésor pu-

blic, à charge pour lui de les reverser à Free Mobile. S'y ajoute une amende civile de 2 millions d'euros. Mais c'est l'injonction qui agace le plus Apple. Le tribunal a ordonné au groupe de cesser d'inclure les clauses litigieuses dans ses contrats. Une formulation qu'Apple a aussitôt jugée trop floue : quels contrats exactement ? Avec quels partenaires ? Pour la firme, il est impossible d'obéir à une injonction aussi peu précise sans risquer d'en faire trop... ou pas assez. Apple a donc fait appel dès le 20 octobre 2025. Et en parallèle, la firme a tenté un coup supplémentaire en saisissant en urgence le premier président de la cour

d'appel de Paris, pour obtenir le gel immédiat de la condamnation, le temps que l'appel aboutisse. En clair, pour ne rien avoir à appliquer dans l'intervalle. La tentative a échoué.

Pourquoi les juges n'ont pas cru Apple sur les conséquences irréversibles

Devant la Cour, Apple a multiplié les arguments. Pour la société, l'injonction serait trop vague pour être appliquée, ses conséquences seraient irréversibles, et l'ensemble de la distribution de l'iPhone en France s'en trouverait durablement perturbé. Un dossier construit avec soin, mais que les juges n'ont visiblement pas trouvé convaincant. Ces derniers ont d'ailleurs répondu point par point. L'injonction serait imprécise ? Les clauses visées sont pourtant numérotées et analysées en détail dans le jugement. Les conséquences seraient catastrophiques ? Apple n'a fourni aucun chiffre, aucune donnée financière ou opérationnelle concrète pour l'étayer. Des affirmations « formulées en termes particulièrement généraux », estiment les magistrats, insuffisantes pour caractériser un préjudice irréparable. La cour d'appel a aussi tranché sur la forme en précisant que dans ce type de procédure d'urgence, un juge ne peut pas remettre en cause le fond d'un jugement, c'est le rôle de la formation d'appel classique. Or, c'est exactement ce qu'Apple tentait d'obtenir. Sa demande a donc été rejetée, et voici le mastodonte condamnée à payer 10 000 euros supplémentaires à Free Mobile comme au ministre de l'Économie. La procédure d'appel au fond, elle, suit son cours.

Brèves

Microsoft bloque les comptes de développeurs VeraCrypt et WireGuard

La firme de Redmond a désactivé sans préavis ni explication les comptes développeurs de Mounir Idrassi (VeraCrypt) et Jason Donenfeld (WireGuard), deux figures majeures de l'open source, dans le cadre de son programme de vérification du Windows Hardware Program. Les deux développeurs ont indiqué n'avoir reçu aucun email d'avertissement et s'être heurtés uniquement à des bots lors de leurs tentatives de contact. J. Donenfeld a décrit un véritable « catch-22 » : impossible de déposer un appel sans compte actif, et impossible de réactiver le compte sans déposer un appel. Le délai de traitement annoncé était de 60 jours, sans garantie de succès. Après intervention de Pavan Davuluri, président Windows chez Microsoft, les deux comptes ont finalement été rétablis. Microsoft a reconnu des lacunes dans sa communication et s'est engagé à améliorer ses procédures.

SiFive lève 400 M\$ pour implanter RISC-V dans les datacenters

La start-up américaine spécialisée dans la conception de puces basées sur l'architecture open source RISC-V, a annoncé une levée de fonds de 400 M\$, portant sa valorisation à 3,65 Md\$. Ce tour de table de série G a été mené par Atreides Management, avec la participation notable de Nvidia, du fonds Apollo et d'autres investisseurs institutionnels, portant le total des financements extérieurs de la société à plus de 760 M\$. Fondée en 2015 par les créateurs mêmes de la micro-architecture RISC-V, SiFive propose une gamme de plus d'une douzaine de blueprints de processeurs, dont son design phare pour serveur la puce Performance P870-D (jusqu'à 256 cœurs). La société commercialise également l'accélérateur IA XM Gen 2, optimisé pour le traitement matriciel, au cœur des modèles d'intelligence artificielle. Les fonds levés seront consacrés au développement de puces RISC-V et IA pour les datacenters.

Meta garantit 21 Md\$ supplémentaires à CoreWeave

Meta Platforms a annoncé un contrat de 21 Md\$ avec le NCP CoreWeave, spécialisé dans le calcul GPU pour l'IA. Cet engagement, qui couvrira la période 2027-2032, vient s'ajouter à un premier accord de 14,2 Md\$ conclu en septembre dernier. Meta entend ainsi sécuriser l'accès aux ressources de calcul indispensables à ses nombreux projets IA, notamment pour son laboratoire Superintelligence Labs, dirigé par Alexander Wang, qui a récemment lancé le modèle Muse Spark. En janvier, le groupe avait déjà annoncé un budget global de 115 à 135 Md\$ pour ses infrastructures IA en 2026, soit près du double de ses dépenses de 2025. CoreWeave, qui opère des datacenters équipés de centaines de milliers de GPU Nvidia, profite de cette dynamique pour réduire sa dépendance à Microsoft, son principal client.

Le nouveau BMW iX3 frappe fort côté autonomies et puissance de recharge

Vous avez beau supprimer régulièrement vos cookies, activer une session de navigation privée ou encore refuser le suivi, éviter le « tracking » est devenu bien plus complexe en 2026. Pour reprendre la main sur votre confidentialité en ligne, de nouveaux comportements en ligne sont à adopter.



Repensé de fond en comble, le nouveau BMW iX3 arrive sur le marché non seulement fort d'un look en totale rupture avec son prédécesseur mais surtout doté d'une architecture électronique très évoluée. Batterie de très forte capacité, tension 800V et électronique de gestion peaufinée, le tout pour avancer des autonomies très confortables et des vitesses de recharge élevées. Pour exister dans l'univers très peuplé des constructeurs automobiles, il faut à minima que la dynamique du catalogue soit assez soutenue. Autrement dit, que les renouvellements des modèles soient réguliers et surtout le plus réussis possibles. Un programme si vaste que la notion de nouveauté s'en retrouve souvent galvaudée, au simple prétexte d'un petit restylage en cours de carrière que seuls des experts sont à même de remarquer... Mais avec cet iX3, on peut dire que BMW a réellement inauguré une nouvelle généra-

tion de X3 électrique. D'où, aussi, l'ajout d'une nomenclature on ne peut plus adéquate : "Neue Klasse", en écho à une Série 3 du début des années 1960, elle-même vue, en son temps, comme une révolution dans l'univers des petites berlines. Si la filiation a tout d'un ressort marketing, à l'usage, cet iX3 frappe fort, en repartant d'une feuille blanche. Nouveau style, nouvel habitacle – chacun se fera son avis – mais surtout nouvelle architecture électrique. Deux termes triviaux qui se traduisent néanmoins très concrètement pour les automobilistes par des capacités en nette progrès. D'abord, avec une énorme batterie de 108 kWh, le nouveau BMW iX3 annonce forcément des autonomies "XXL". Ensuite, grâce à sa tension 800V, la recharge de cette énorme "pile" se veut très rapide. Autant d'arguments forts dont nous avons déjà eu un aperçu lors de notre premier contact au volant du SUV munichois. Restait à chiffrer ces

belles promesses dans la "vraie" vie. En se souvenant que pour l'instant, nous n'avons chiffré que la seule version disponible au catalogue, à savoir la 50 xDrive, forte de 469 ch. Une version moins chère, baptisée iX3 40, vient tout juste d'intégrer le catalogue, mais nous n'avons pas encore pu en prendre le volant.

Autonomies et consommations vérifiées du nouveau BMW iX3

Force est de reconnaître que sur note base d'essai de Montlhéry, le nouveau BMW iX3 ne nous a pas déçus. Certes, nos cycles de mesures d'autonomie ville, route et autoroute sont réalisés dans des conditions particulières, puisque nous ne sommes pas au milieu de la circulation et que nous coupons le chauffage ou la climatisation pour pouvoir reproduire le cycle sur toutes les voitures. Il n'empêche, avec 511 km réalisés sur le cycle auto-

route, à vitesse stabilisée à 130 km/h avec quelques simulations de dépassements en redescendant à 110 km/h, le SUV bavarois établit un record sur nos protocoles indépendants.

Mieux encore, sur le cycle route, nous avons quasiment atteint 660 km, avec une consommation à 15,9 kWh/100 km à l'ordinateur de bord, toujours légèrement optimiste. Là encore, nous n'avions jamais fait mieux en voiture électrique par le passé. Les chiffres du nouveau BMW iX3 dont d'autant meilleurs que son gabarit n'est pas propice à l'efficacité (1,90 m de large et 1,63 m de haut). Il faut néanmoins garder en tête que nos mesures impliquent de vider entièrement la batterie, ce qui ne se produit pas au quotidien.

- Autonomie route : 658 km

- Autonomie autoroute : 511 km

Et puisque nous mesurons aussi les performances, nous pouvons certifier que l'iX3 abat le 0 à 100 km/h en 5 secondes, qu'il lui faut 24 secondes pour parcourir un kilomètre et que les dépassements seront éclair puisqu'il faut à peine 2,6 secondes pour passer de 80 à 120 km/h. Beau score pour un SUV de 2 339 kg mesurés sur notre balance.

Test de recharge rapide du nouveau BMW iX3

Et l'on peut en dire autant de ses capacités de recharge. Sur la borne rapide la plus proche de notre base de mesure, nous avons rempli la batterie, de 10 à 80 % en 20 minutes. En moyenne, la puissance de recharge s'est établie à 234,6 kW, avec un pic à 301 kW en début de branchement. Des chiffres très valorisants qui auront de quoi rassurer au moment des départs pour les longs trajets, même si les chiffres annoncés ici sont obtenus dans les conditions idéales pour une voiture électrique, à savoir autour de 20 degrés de température dans l'air.

Autre enseignement, la toute nouvelle berline i3, bâtie sur la même architecture et dotée de la même batterie mais naturellement plus efficace avec sa silhouette basse, promet d'établir de nouveaux records.

Tesla transforme sa première station essence en Supercharger en Asie

Tesla a ouvert en Corée du Sud, sa première Supercharger issue d'une ancienne station-service en Asie, avec la charge gratuite pour toutes les voitures électriques. Ce modèle, déjà testé en Espagne et au Royaume-Uni, accélère dans un pays où Tesla explose ses ventes. Symbole d'une transition qui s'accélère, cette stratégie multiplie les points de charge sur des emplacements stratégiques. En transformant une station essence en aire de recharge, la marque pose un geste symbolique fort, surtout en Asie.

Premier symbole en Asie

Tesla Korea a inauguré sa première station Supercharger issue d'une re-

conversion d'une station-service en Asie, située à Gyeongju, ancienne capitale de Corée du Sud. L'événement n'était pas anodin : charge gratuite pour tous les véhicules électriques, y compris non-Tesla, exposition d'un Cybertruck et autocollants édition limitée inspirés de la région. Cette ouverture marque une étape symbolique, dans un pays où Tesla a vendu 16 146 voitures au premier trimestre 2026, en hausse de 841% par rapport à 2025. Gyeongju n'est pas un choix aléatoire. Avec un taux d'adoption des voitures électriques parmi les plus élevés d'Asie, la Corée du Sud oppose Hyundai, Kia et Genesis à Tesla dans une bataille acharnée pour la fidélité des conducteurs. Cette reconversion, gratuite le jour J,

avait pour but de convertir les propriétaires de Ioniq 5 ou d'EV6 à l'expérience des Supercharger.

Un modèle déjà rodé

Ce n'est pas une première mondiale pour Tesla. En Europe, la marque a transformé une ancienne station Shell à Cordoue, en Espagne, dès début 2025, avec huit Superchargeurs V4 à 250 kW. Des projets similaires ont vu le jour à Londres, où Shell a aussi converti des sites en hubs électriques dès 2022. En France, TotalEnergies a suivi le mouvement en transformant des stations parisiennes en bornes exclusives. L'intérêt est que ces emplacements disposent déjà de connexions au réseau, de toitures et d'une visibilité

maximale, des atouts rares en zones urbaines denses. Tesla applique ce dispositif en Asie pour accélérer son implantation, avec des ajouts d'autoroutes et de centres de service en Corée. L'objectif ? Dominer l'infrastructure là où aucun standard n'a encore gagné.

En outre, c'est aussi une question de timing. Au premier trimestre 2026, les ventes de Tesla y ont bondi de 841 %. En mars seul, la marque a franchi un record avec 11 130 immatriculations mensuelles, contre 2 591 un an plus tôt. Sur l'ensemble de l'année 2025, Tesla a écoulé 59 916 véhicules dans le pays, doublant ses volumes sur un an et atteignant 19,5 % de part de marché sur les importations. Dans certains mois récents, la marque s'est même hissée au rang

de premier constructeur étranger, devant BMW et Mercedes-Benz. Dans ce contexte, le développement du réseau de recharge devient un levier concurrentiel d'importance. Contrairement aux constructeurs traditionnels qui s'appuient encore sur des motorisations hybrides ou thermiques, Tesla mise sur un écosystème entièrement électrique, où l'infrastructure joue un rôle central. La conversion de stations-service répond aussi à une problématique concrète : l'augmentation rapide du parc électrique nécessite des infrastructures plus nombreuses, mais surtout mieux situées. Les anciens points de distribution de carburant offrent précisément ces emplacements stratégiques, souvent situés sur des axes à fort trafic.

Mots fléchés

Assignations	↴	Après-midi	↴	Frousse	↴	Tranquilles	↴	Système de freinage	↴	Instrument de cuisine	↴	Elle peut être du logis	↴
Concernes les légumes										Arrachât les poils			
↴								Ombellifère	↘				↘
								Chanteuse française					
Cordial		Planche de bois		Inscription		Hume	↘						
						Drame lyrique							
↴		↘		↘		↘			Atoll	↘			Apothicaire et astrologue français
									Même température moyenne				
Jérusalem dans la bible	↘				Jeune animal ovipare	↘			↘				↘
Astique													
↴					↘	Agence spatiale américaine	↘				Saint normand	↘	
						Religieux					Retirés du monde		
Amérindien		Agence spatiale européenne	Petit esprit	↘		↘			Retranchés	↘			
↴		↘	Département français	↘					Utilisée par les routiers		Après la SDN		Erbium
			Empereur russe										
Pâturage de haute montagne	↘		↘					Cesser le travail	↘		↘		↘
Tamiser	↘												
Bituré	Opposé à l'oïl	Cheminées	↘					↘	Grande excitation animale	↘			Poids du contenant
		Mortifié											
↴	↘	↘				Ennemi de Jerry	↘		↘		Terroristes basques	↘	
						Matière à l'école							
Chlore	↘		Oté	↘		↘					Oncle emblématique des Etats-Unis	↘	
			Relatif au mouton								Conspuer		
Terrain plat et uni	Seigneurie	↘					Héros de Brecht		Fabriques de la bière		↘	Ruthénium	↘
Ambitionnez	Souveraine												
↴	↘					Renversés	↘		↘		↘		
L'Irlande poétique	↘					Coiffures papales	↘						Empereur romain
Période de préparation avant Noël													
↴						Boissons chaudes	↘					↘	↘
A côté		Choisi	Distinction anglaise	Chiffre	↘		↘				Train de banlieue	↘	
↴		↘	↘			Personnage légendaire	↘				Marchera	↘	
Le gratin	↘						Archives télévisuelles	↘			Patronyme	↘	
↴				Avant l'ONU	↘				Sa famille	↘			

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Plus de 260 projets recensés en mars dernier

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a recensé 264 projets, en mars dernier, ce qui fait de l'espace de l'université une véritable production de la richesse, à travers l'innovation et l'entrepreneuriat, indique, dimanche, un communiqué du ministère. Ces projets englobent "81 projets innovants répartis à travers différents établissements de l'Enseignement supérieur, 6 start-up, 37 start-up créées (registre de commerce), réparties à travers plusieurs universités, ainsi que 18 projets dans le cadre de l'auto-entrepreneur", précise la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 13 avril 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



CANDIDATS LIBRES AU BEM ET BACCALAURÉAT

Les dates des épreuves de sport connues

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé la programmation des épreuves d'éducation physique et sportive destinées aux candidats libres inscrits aux examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du baccalauréat de l'enseignement secondaire, session 2026. Selon un communiqué du ministère, ces épreuves se dérouleront sur une période allant du dimanche 3 mai au samedi 16 mai 2026, conformément aux dates et horaires indiqués sur les convocations individuelles de chaque candidat. Le ministère invite l'ensemble des candidats concernés à télécharger leurs convocations via les plateformes officielles de l'Office national des examens et concours (ONEC), en utilisant leur nom d'utilisateur et leur mot de passe. Cette opération sera ouverte du lundi 13 avril au samedi 2 mai 2026. Les candidats libres sont également tenus de se présenter au centre d'examen indiqué sur leur convocation, à la date et à l'heure fixées, afin de passer l'épreuve d'éducation physique et sportive dans les meilleures conditions organisationnelles. Rédaction

Djezzy réaffirme son soutien aux initiatives éducatives

L'opérateur de téléphonie mobile Djezzy, a réaffirmé, dimanche dans un communiqué, son soutien aux initiatives éducatives innovantes, dans le cadre de sa stratégie axée sur l'encouragement de la créativité et le développement des compétences numériques et scientifiques chez les élèves. Dans ce cadre, l'entreprise a indiqué qu'à travers sa participation en tant que sponsor officiel de la première édition du Prix national de l'innovation scolaire, dont la cérémonie de clôture s'est tenue, hier (samedi), au pôle scientifique et technologique de Sidi Abdellah, en présence du ministre de l'Éducation nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, Djezzy réaffirme "son soutien aux initiatives éducatives innovantes". Cette participation s'inscrit "dans le cadre de sa stratégie axée sur la promotion des jeunes talents, l'encouragement de la créativité et le développement des compétences numériques et scientifiques chez les élèves", souligne la même source. "En soutenant cette initiative nationale, Djezzy contribue à valoriser l'esprit d'innovation et à encourager les jeunes à transformer leurs idées en projets concrets à fort impact", ajoute le communiqué. Cette première édition, qui a enregistré une participation de 700 projets en robotique à travers les différents cycles d'enseignement, "illustre le potentiel exceptionnel des élèves

VISITE DU PAPE LÉON XIV EN ALGÉRIE

Une halte exceptionnelle pour ancrer les valeurs de paix et de coexistence

Le président du Haut Conseil islamique (HCI), M. Mabrouk Zaid el Kheir a qualifié la visite prévue du pape Léon XIV en Algérie de halte exceptionnelle qui reflète une volonté commune d'ancrer les valeurs de paix et de coexistence entre les peuples. S'exprimant dans une déclaration à l'APS, M. Zaid el Kheir a indiqué que « l'Algérie, en accueillant le souverain pontife, se remémore sa longue histoire marquée par la succession des différentes civilisations, ainsi que son héritage humain prônant la coexistence, la tolérance et la défense des valeurs de paix, ce qui a fait d'elle un pont de communication à travers l'histoire et une voix engagée en faveur des opprimés ». Le président du HCI a ajouté que le slogan de cette visite "As-salamu alaykum" (Que la paix soit sur vous), évoque une philosophie profonde du concept de paix, devenue désormais une nécessité civilisationnelle pour préserver l'existence des nations et protéger les valeurs du bien et de la coopération. Sous un autre angle, cette visite reflète une dimension diplomatique qui confirme que le cadre des relations entre Etats dépasse le concept des équilibres politiques, allant jusqu'à opérer le changement positif, autrement appelé le "Soft Power", a souligné M. Zaid el Kheir, précisant que l'Algérie et le



Vatican partagent les valeurs humaines et de paix, et "présentent un exemple de ce que peuvent être les relations internationales lorsqu'elles sont fondées sur la sagesse et la clairvoyance". La visite du pape Léon XIV revêt une profonde dimension humaine, étant "une occasion de rappeler la nécessité de défendre les opprimés, de se tenir aux côtés des peuples vulnérables et de promouvoir les valeurs de justice à travers le monde", faisant ainsi de l'Algérie "une plateforme d'accord et de dialogue constructif et un point de départ d'un message civilisationnel actif, dont la finalité est la protection de l'Homme, la préservation de son entité et

de sa dignité, et la concrétisation de la coexistence", ajoute M. Zaïd El Kheir. Pour le président du HCI, cette visite "revêt deux dimensions : historique et spirituelle, de par son lien avec l'héritage de saint Augustin, qui a grandi sur cette terre pure et qui représente l'un des piliers de la pensée humaine". Le fait de rappeler ses hauts faits et de suivre ses traces permettra de relier le présent au passé et de rappeler que l'Algérie a été et demeure une source de valeurs élevées, ainsi qu'un exemple de respect, de tolérance et de solidarité, autant d'éléments qui constituent la base de ses relations avec autrui, a-t-il dit. Rédaction

ANP

La revue El Djeich célèbre l'héritage de Liamine Zéroual et exalte les valeurs de loyauté nationale

La revue El Djeich, a consacré l'éditorial de son numéro 753 (avril 2026) à la mémoire de l'ancien président de la République, le défunt moudjahid Liamine Zéroual, sous le titre évocateur : « Les hommes s'en vont, mais leurs traces demeurent ». Dans cet éditorial, la publication met en lumière le parcours exceptionnel de ce grand homme d'État, tout en réaffirmant que l'Algérie continuera, à travers les générations, à faire émerger des hommes loyaux, animés par un profond sens du devoir et un engagement indéfectible envers la Nation. Un dernier hommage national solennel Le 28 mars 2026, l'Algérie a fait ses adieux à l'un de ses fils les plus fidèles. Les obsèques de Liamine Zéroual se sont déroulées dans une atmosphère de recueillement et de solennité, en pré-

sence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, également chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, ainsi que de hauts responsables de l'État, de compagnons de lutte et d'une foule nombreuse venue de tout le pays. Décédé à l'âge de 85 ans, le défunt a consacré toute sa vie au service de l'Algérie, incarnant dès son plus jeune âge les valeurs de patriotisme, de sacrifice et d'abnégation. Engagé dans les rangs de l'Armée de libération nationale à seulement 16 ans, il a participé activement à la lutte pour l'indépendance. Un parcours marqué par le sens de l'État Après l'indépendance, il a poursuivi sa carrière au sein de l'Armée nationale populaire, occupant de hautes fonctions militaires et diplomatiques, avant d'être nommé ministre de la Dé-

fense nationale, puis chef de l'État. Élu par la suite président de la République, Liamine Zéroual a dirigé le pays durant une période particulièrement critique, marquée par de graves turbulences sécuritaires. Grâce à sa sagesse, sa lucidité et son sens de la responsabilité, il a largement contribué à restaurer la stabilité et à remettre l'Algérie sur la voie du redressement. Un héritage moral et politique durable L'éditorial souligne que le défunt laisse derrière lui un héritage riche en valeurs nobles : intégrité, humilité, rigueur et attachement indéfectible à l'unité nationale. Homme de principe, il n'a jamais hésité à répondre à l'appel du devoir, plaçant en toutes circonstances l'intérêt supérieur de la Nation au-dessus de toute autre considération. APS

Publicité

Pour infos

Pour inscriptions

Séminaire

29 & 30 avril 2026

Hôtel Naya Bab Ezzouar

Économie Circulaire et Gestion des Déchets à la faveur de la Loi 25-02 du 20-02-2025

Mr Karim OUAMANE,
Expert gestion des déchets
Ancien Directeur Général
de l'Agence Nationale
des Déchets (AND)
Formateur-Consultant
en environnement,
économie circulaire

Mr Yassine FOUDAD
Consultant/formateur en RH
et Expert ISO 26.000-Fresque RSE
Enseignant RSE-RH,
Directeur du Cabinet de conseil
en RH/RSE « TERENCE » Organisateur
du Colloque annuel « IMPACTS RSE
ALGERIE »

Tél. + 213 (0) 5 50 47 98 08
+ 213 (0) 20 335 620
foudad.y@terence.dz

Tél. Fax : + 213 (0) 28 91 00 60
Mob : + 213 (0) 5 60 90 05 03
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 20
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 21
mti.instdz@gmail.com